

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

On me dit :

“ Mais vous retournez à l'anarchisme ? ”

Et je réponds :

“ Mais où voulez-vous que j'aille pour trouver des hommes libres ? ”.

Georges PIOCH

au meeting de vendredi à la Mutualité.

Malgré les succès militaires...

La décomposition de l'arrière franquiste s'accroît

Les victoires mussoliniennes en Espagne donnent à Franco beaucoup moins de résultats que l'on ne le pense généralement. Depuis le début de la guerre civile, le « Caudillo » dut sévir contre les éléments phalangistes qui avaient une conception par trop totalitaire du régime futur, chose qui ne convenait guère aux vieux monarchistes, grands propriétaires fonciers et surtout au clergé catholique et aux Italiens. La phalange était entièrement entre les mains des agents hitlériens, et Mussolini ne pouvait être que médiocrement rassuré.

Le chef phalangiste Hedilla et 80 de ses acolytes ont été condamnés à de lourdes peines pour des délits de droit commun. Ainsi, Franco, tout en fusillant les antifascistes était préoccupé, du premier jour, de se prémunir contre ses propres associés.

En dehors de la Phalange, Franco devait compter avec les ambitions de ses collaborateurs les plus « proches ». L'histoire de l'Espagne est pleine, à ce sujet, de précédents qui sont de nature à troubler l'esprit le plus rassuré. Tant que la balance de la victoire ne penchait pas d'une façon décisive en faveur de Franco, ses associés pratiquaient la solidarité bien connue des gens de la pègre ayant commis des crimes qui mènent au poteau.

Les choses changeaient, cependant, avec l'avance des troupes de Mussolini et Hitler. On sait que le régime franquiste n'a introduit aucune réforme susceptible de rallier la population des villes et des campagnes à « l'Idéal national ». Le soulèvement militaire du 18 juillet avait même pour but d'empêcher toute réforme. Des latifundias andalous ont été remis aux paysans, ont été repris par leurs anciens propriétaires. (Voir la suite en 3^e page.)

La propagande anarchiste et l'action syndicale sont parallèles, mais ne se confondent pas

Depuis Pouget et Pelloutier, depuis l'origine du mouvement spécifiquement ouvrier, les anarchistes français ont toujours accordé au syndicalisme une importance de premier plan. Au moment où, à la fin du siècle dernier, les travailleurs prenaient de leur devenir une nette conscience et formulaient leurs aspirations de libération intégrale dans cette formule, qui devint celle du syndicalisme : *bien-être et liberté*, les anarchistes prirent dans les organisations ouvrières une influence prépondérante. Ce ne fut pas par hasard. Ce ne fut pas non plus par un hasard de faiblesse tactique ou d'infériorité idéologique des partis qui se disputaient sa conquête que le syndicalisme rejeta dès sa naissance la tutelle des partis et manifesta sa volonté de lutter en toute indépendance contre l'exploitation économique du patronat et la domination politique de l'Etat. Et si de cette manière la C.G.T. d'aujourd'hui compte parmi ses dirigeants un grand nombre de militants formés à notre idéologie, c'est parce que l'aspect général de nos concepts s'identifiait avec les aspirations profondes des masses ouvrières. Il fallut une série d'événements mondiaux tels la guerre, la révolution russe, la scission, l'emprise bolcheviste, pour modifier en apparence cette physionomie caractéristique du mouvement syndical français.

La situation actuelle du syndicalisme, le gonflement soudain des effectifs amenant du jour au lendemain dans les syndicats des millions d'ouvriers qui en avaient perdu le chemin, peuvent faire penser que cette modification d'aspect général est durable sinon définitive.

La calomnie, l'injure, le discrédit organisé, enfin toutes les méthodes profondément immorales que le bolchevisme et son enfant abâtardi, le stalinisme, ont mises en application, découragent nombre de militants révolutionnaires, et particulièrement anarchistes, et les incitent à se demander si mieux ne vaudrait pas quitter une si ingrate maison et se consacrer à la création et au développement d'un syndicalisme spécifiquement anarchiste. C'est un problème de la première importance et qui nécessite une étude très serrée de tous nos militants. Il impose de notre part une délimitation très stricte des grandes lignes de notre propagande générale et une orientation exacte de leurs directions. Nous avons dit qu'à son berceau le syndicalisme avait puisé sa substance au sein même de notre doctrine. Mais il serait fallacieux d'en conclure que l'anarchisme et le syndicalisme s'identifient parfaitement.

S'il est bien vrai que dans sa lutte quotidienne contre le patronat et l'Etat, le syndicalisme accomplit une œuvre essentiellement libertaire, il est cependant faux d'assimiler l'action syndicale avec l'action spécifiquement anarchiste. L'une est naturellement circonstancielle, transitoire, voire même opportuniste ; l'autre est essentiellement permanente, absolue, catégorique.

Ce qu'il importe pour les anarchistes, c'est que les buts fondamentaux du syndicalisme qui sont l'abolition du salariat et la substitution d'une société égalitaire de travailleurs, ne soient pas détournés de leur finalité au profit d'une classe nouvelle d'exploiteurs prenant le nom de « guides », de « chefs bien aimés » ou d'« élite ». Il leur importe encore en premier lieu de lutter pour que le syndicalisme évite les embûches légales que l'Etat multiplie sur sa route.

Certes, le moment actuel est décevant pour les vrais syndicalistes. L'enlèvement réformiste, la tutelle stalinienne mettent le syndicalisme à une dure épreuve. Cependant, nous ne croyons nullement que cette évolution à rebours de la C.G.T. soit marquée du sceau de la fatalité historique. Il n'y a pas de fatalité historique. Il y a seulement dans les peuples des caractères permanents qu'il faut savoir discerner et utiliser.

Quand le parti communiste tente en juin

Il faut poursuivre sans relâche l'action pour faire respecter le droit d'asile.

(Voir en 4^e page le compte rendu du grand meeting de la S.I.A. à la Mutualité qui a obtenu un succès considérable.)

1936 un « coup de semonce » en faisant occuper les usines Bloch et que le mouvement d'occupation bousculant toutes les prévisions, s'étend en quelques jours à tout le pays, transformant une agitation politique en soulèvement révolutionnaire, ces caractères permanents surgissent en pleine lumière. En dépit des élites, des chefs, des partis, l'ouvrier français se révèle essentiellement libertaire. Instinctivement il cultive toutes les données savantes des politiciens plus ou moins « géniaux » des partis, et de lui-même, il trouve le terrain où il faut porter la lutte et découvre spontanément le chemin de sa libération.

Il faut toute la science et la stratégie politiques, il faut la mise en action des formidables moyens de propagande dont disposent les partis politiques pour freiner sa lancée et pour lui apprendre « à savoir terminer une grève ».

Ainsi, quand les ouvriers passent à l'action directe et se groupent pour la lutte dans leur C.G.T., il n'est pas osé de dire qu'ils confirment expérimentalement la doctrine anarchiste, qui est basée sur la capacité politique et sociale des travailleurs pris individuellement et collectivement.

Mais ce fait ne signifie pas pour cela que, soudainement, les travailleurs sont devenus des anarchistes convaincus, et qu'ils vont accepter d'emblée les buts de notre idéal et répondre à notre propagande. Il reste une énorme besogne d'éducation, de captation à accomplir. Et sur ce terrain, nous nous heurtons à des adversaires puissamment armés et outillés. La lutte anarchiste est alors dure, longue, peu fertile en résultats immédiats. Elle est souvent parallèle à l'action syndicale, mais à aucun moment elle ne saurait se confondre avec celle-ci. Et sur son propre domaine elle se suffit à elle-même.

lib

R. FREMONT.

(Voir la suite en 6^e page.)

Le congrès de Royan

par Sébastien Faure

Du récent congrès tenu à Royan par le Parti Socialiste, la S.F.I.O. est sortie vivante encore, bien que mutilée par l'amputation d'un de ses membres ; mais ce Congrès a porté en terre le Socialisme lui-même.

J'ai connu le socialisme d'il y a quelque quarante à cinquante ans. Ce socialisme, basé sur la lutte des classes, avait pour but l'abolition des classes par la Révolution sociale.

Constatant l'irréductible antagonisme qui oppose aux intérêts moraux et matériels de la classe ouvrière les intérêts matériels et moraux de la classe capitaliste, ce socialisme tendait directement et inévitablement à la disparition de celle-ci. Le programme de ce Socialisme se résumait en trois articles :

1^{er} Article. — EXPROPRIATION politique et économique de la classe bourgeoise.

2^e Article. — SOCIALISATION de tous les moyens de production, de transport et d'échange.

3^e Article. — ENTENTE NATIONALE ET INTERNATIONALE des Travailleurs.

Ce programme (que de changements depuis !) était clair, précis et complet.

L'article 1^{er} précisait l'œuvre destructrice à accomplir : effondrement total et définitif du Régime capitaliste par l'expropriation pure et simple, à la fois politique et économique, des Gouvernants et des Possédants (associés et complices) détenteurs : les premiers du Pouvoir politique et les seconds, de la Puissance économique.

Il allait de soi et il était bien entendu — la plus élémentaire logique l'exigeait — que cette expropriation sans réserve et sans indemnité ne pouvait être réalisée que par l'action révolutionnaire, conformément à l'enseignement de Karl Marx attribuant à « la Force » l'accouchement de toute société nouvelle.

L'article 2 définissait l'œuvre constructive à mettre debout dès le triomphe de la Révolution.

Du fait même de son expropriation pleine et entière, la classe bourgeoise disparaissait et cette disparition engendrait automatiquement la fusion des deux classes en une seule embrassant la population tout entière. Cette fusion mettait fin au régime de l'appropriation privée et à l'exploitation qui fatalement en découle.

Toute la partie constructive de cet article 2 reposait sur la SOCIALISATION de tous les moyens de production, de transport et d'échange.

“ Croix-de-feu, nous te tendons la main...”

Et la presse stalinienne reste muette sur les trafics du député fasciste Ybarnégaray !

La semaine dernière nous avons relaté cette étrange affaire de trafic d'armes qui doit venir prochainement — le 22 de ce mois — devant le tribunal de Bayonne. Nous avons également souligné l'extraordinaire silence fait par la presse en général et par les journaux communistes en particulier sur cette affaire.

Ce *Soir*, qui avait en février attaché le grelot est devenu soudainement muet. Idem bien entendu, de *l'Humanité*. Le journaliste de *Ce Soir* qui avait dénoncé le trafic a même été « remercié », après qu'on lui eût interdit de parler de nouveau de l'affaire.

Résumée dans ses grandes lignes, l'affaire se présente ainsi. Des contrebandiers d'armes, comme il en foisonne à la frontière franquiste, furent arrêtés l'an passé en juillet par la police française dans la région de Saint-Jean-de-Luz. On appréhenda un nommé Borda comme chef de bande. Une « maladresse » policière, sans doute voulue, lui permit de s'enfuir peu après dans l'auto d'un nommé Diharce et de se réfugier à Irun.

Au mois de février, un comparse nommé Suzanne, dévoila toute l'affaire. On connut ainsi que trente tonnes d'armes avaient été passées en France à l'adresse des organisations fascistes et notamment du C.S.A.R. sous la direction du capitaine Ibanez, de la Commandancia d'Irun.

Or, des révélations faites, qui devront connaître un jour public à l'audience du 22 au tribunal de Bayonne, ont mis direc-

tement en cause le député Ybarnégaray, fasciste notoire et principal lieutenant de La Roque.

L'affaire en soi n'a rien qui puisse nous étonner. Elle se joindrait même, sans nécessiter de commentaires particuliers, aux autres combines, précédemment connues et dénoncées par la presse, de trafics d'armes organisés par les groupements fascistes, si certains journaux qui dénoncèrent à grand

Notre fête de Livry-Gargan a obtenu un succès magnifique.

Elle a été une puissante manifestation de notre influence et du rayonnement de notre propagande.

(Lire le compte rendu détaillé en page 2.)

fracas des affaires similaires, ne se trouvaient soudainement en proie à un mutisme insolite. Nous avons cité *Ce Soir* et *l'Humanité*. Or, si nos renseignements sont exacts — et nous n'avons aucune raison d'en douter — l'occasion serait unique de mettre directement en cause le député fasciste Ybarnégaray et d'avoir la preuve de la collusion ouverte des groupements fascistes avec Franco.

Alors, pourquoi ce silence ? Est-ce parce que Thorez se souvient de cette mémorable séance parlementaire de novembre 1935 où l'on vit une préfiguration de l'union nationale sous la forme d'un vote de majorité allant précisément d'Ybarnégaray au député d'Ivry ?

Ou bien plutôt, explication moins « sentimentale », est-ce parce qu'Ybarnégaray aurait découvert des vertus nouvelles au pacte franco-soviétique, ainsi qu'on le prétend dans les milieux bien informés ? En ce cas, on comprendrait à quel point peut se trouver le mot d'ordre : « Frère Croix-de-Feu nous le tendons la main ! » De toutes façons il apparaît bien — et l'on s'en doutait un peu... — que les seuls éléments à ne pas comprendre l'exacte portée de ce mot d'ordre sont précisément les types « de la base », croix-de-feu ou communistes, pour qui il a été mis en circulation.

...Ce qui d'ailleurs ne les empêche pas d'être couillonnés de première par leurs chefs réciproques qui eux non seulement la connaissent mais à l'occasion la pratiquent.

Après l'alerte

par Lashortes

Il paraît — M. Daladier l'a déclaré devant une Commission de la Chambre des députés — il paraît que nous l'avons échappé belle ! que nous aurions été à deux doigts de la guerre à la suite des incidents de Cheb qui se produisirent à la veille des premières élections tchécoslovaques. Peu s'en fallut qu'un nouveau Sarajevo ne provoquât une nouvelle con-

flagration européenne. Hitler avait massé trente divisions à la frontière tchécoslovaque, un ultimatum était prêt, le premier incident devait servir de prétexte à l'invasion militaire. Que se fût-il passé ensuite ? Le schéma n'est pas difficile à imaginer. Ou bien la Tchécoslovaquie se fût inclinée et elle fût devenue un état vassal de l'Allemagne et amputé des régions peuplées d'Allemands. Ou bien, soutenue par des gouvernements, comme la Serbie le fut par la Russie après Sarajevo, elle eût incliné à la résistance et c'eût été par le déclenchement du mécanisme des alliances et l'intervention des états-majors soucieux de s'assurer le meilleur par la promptitude de leurs décisions à cette course à l'abime contre quoi aucun barrage n'eût pu résister.

Les gouvernements russe et français, appuyés discrètement par les petites puissances comme la Roumanie prirent immédiatement position et tirèrent à rappeler qu'ils exécutaient leurs obligations envers la Tchécoslovaquie. L'Angleterre fit savoir à Berlin qu'elle ne se désintéresserait pas du conflit. L'Italie choisit, comme toujours, une attitude équivoque. La partie s'engageait mal pour Hitler : il recula. Du coup, nos patriotes de gauche triomphent : voyez ! nous disent-ils, il a suffi d'un froclement de sourcil pour que le Führer rengaine son épée, tant il est vrai que la force, seule, est capable de le réduire...

Nous n'en disconvions pas. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais alors qu'on ne nous répète plus que les principes sont en cause et que la défense de la Tchécoslovaquie se confond avec celle du droit et de la civilisation. Question de force, soit ! Ce n'est pas nous qui nous plaignons qu'on soit sorti d'un verbalisme juridique, dangereux et hypocrite. Seulement, la force pourra-t-elle toujours jouer ce rôle pacifique ? Evidemment non. Il eût suffi d'un rien pour que l'affaire de Cheb tournât mal. Que l'Italie se fût montrée plus chaude, que l'Angleterre eût hésité, que l'Allemagne se trouvât plus engagée et tout le scénario s'en fût trouvé modifié. Le Führer songeait-il à la guerre ? C'est fort possible. Il pouvait, en tout cas, opter pour le « peuple ». Mais dire la face devant son « peuple ». Mais que serait-il arrivé dans le cas contraire ? Nous aurions assisté à un développement calqué sur celui de juillet 1914.

Faut-il dans ces conditions crier sur

tous les toits que la paix est sauvée ? Nous demandons : pour combien de temps ? Il tombe sous le sens que la conjoncture actuelle ne se reproduira pas éternellement. Celui qui compte sur la force pour triompher doit admettre que la force pourra le vaincre à son tour. L'ennemi s'attachera à renverser le rapport de puissance qui lui a été momentanément défavorable. S'imaginer-t-on, d'autre part, que la question des Sudètes est tranchée, que l'élaboration d'un statut de minorité sur la base des revendications posées par Henlein soit capable de détourner le Reich de ses projets en Europe centrale ? Il suffit de lire la presse allemande pour comprendre que la recule de Cheb n'aura pour effet que d'aggraver davantage les rapports entre Berlin et Prague. Ce que le Führer réclame, ce n'est pas que la minorité allemande des Sudètes soit protégée contre l'arbitraire du gouvernement tchécoslovaque, mais c'est que l'impérialisme allemand ne soit pas entravé dans son expansion en Europe danubienne. Et c'est précisément ce que veulent empêcher la France et la Russie qui, elles aussi, se soucient beaucoup moins du sort des minorités que des réalités de la lutte internationale. Or, ces réalités subsistent et subsisteront après le statut des Sudètes.

Voilà donc la limite de la paix dont nous jouissons encore. Elle nous permet juste de souffler en attendant de prochaines et inévitables alertes. Serons-nous assez heureux pour nous tirer sans encombre de la prochaine, de celle qui la suivra, puis de la troisième... ? Cette paix si précaire, si menacée, jusqu'à quand en jouirons-nous ? N'allons-nous pas voir, ne voyons-nous pas à ce régime de douche écossaise, se développer dans ce pays une mentalité analogue à celle qui régnait avant 1914 ? Est-ce que cette insécurité, cette inquiétude déprimante n'amène pas tout doucement les hommes à considérer la guerre comme une nécessité et, qui sait ? comme un moyen de se soustraire à l'effroyable obsession ? Nous posons ces questions à tous ceux qui pensent que nous devons profiter du court répit qui nous est accordé pour organiser la paix sur d'autres bases.

Qu'on relise la résolution adoptée par la conférence du Centre d'action syndicale contre la guerre. Nous la faisons nôtre. Elle est nôtre.

LASHORTES.

Rapport deviendrait-il anarchiste ?

Il y a quelques semaines déjà que Charles Rappoport a donné sa démission du parti communiste. On sait que c'est à la suite des procès de Moscou que le vieux théoricien du socialisme bolchevique s'est résolu à ce geste qu'il a justifié dans une lettre publique.

Il dénonce « les exécutions massives, connues et inconnues, de la vieille garde révolutionnaire communiste, des plus hauts fonctionnaires de l'Etat ou de l'industrie et de l'armée », qui « ont terriblement appauvri l'U.R.S.S. La terreur », qui « a paralysé les esprits », le policier et le mouchard « qui deviennent les maîtres ».

« L'atmosphère devient irrespirable. Comme sous les régimes de bas empire romain la délation prend une telle extension que le gouvernement de Staline lui-même commence à s'en inquiéter et après l'avoir provoquée cherche vainement à la contenir. La courtoisie et la bassesse fleurissent. Les meilleurs écrivains indépendants renoncent à écrire sous le joug de l'Etat, ou n'osent pas publier. La presse, toute officielle, est d'une uniformité et d'une banalité désolantes ».

Ce caractère de basse police, sans précédent du régime stalinien dans l'histoire moderne, nous l'avons dénoncé, nous, anarchistes, à une époque où Rappoport le justifiait, en le couvrant de ce « manteau de Nod qui égare les esprits » et qu'il rejette aujourd'hui.

C'est donc pas cela qui nous intéresse dans la condamnation du stalinisme que prononce aujourd'hui Rappoport.

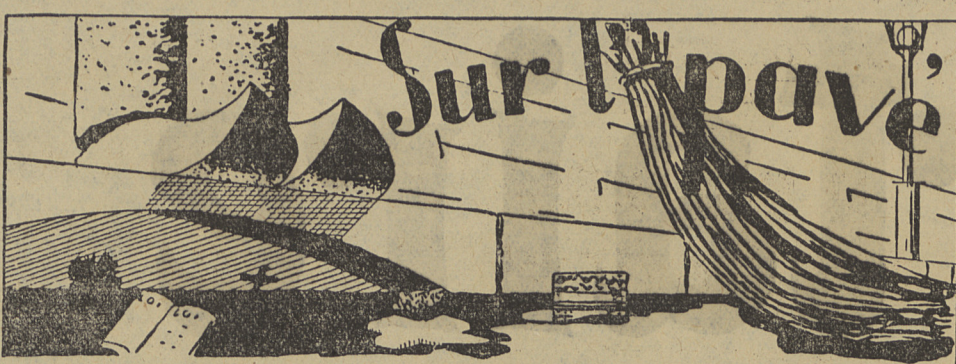
Il y a autre chose de beaucoup plus important. Analysant les conséquences des hécatombes moscovites, Rappoport en arrive à cette conclusion :

« Staline peut se vanter d'avoir démontré par le fait, sur un sixième du globe, que LE SOCIALISME SANS LA LIBERTÉ, ABOUTIT A LA TYRANNIE LA PLUS FORMIDABLE, car elle s'étend non seulement sur le domaine politique, intellectuel et moral, mais aussi sur le domaine économique CAR L'ETAT DEVIENT LE MAITRE ABSOLU DE TOUS LES MOYENS D'EXISTENCE. Les socialistes d'avant la révolution bolchevique démontraient triomphalement que la liberté sans pain est une mauvaise plaisanterie. STALINE A FAIT COMPRENDRE AU MONDE ENTIER QUE LE PAIN — ET COMBIEN INSUFFISANT — SANS LIBERTÉ EST TROP AMER... ».

Nous avons intentionnellement souligné les passages les plus marquants. Venant de Rappoport, l'aveu est de taille. Est-ce que par hasard, sur ses vieux jours, Rappoport renierait tout le socialisme marxiste traditionnel et adhérerait au socialisme libertaire ? En tout cas, le langage que tient maintenant Rappoport est celui que tiennent toujours les anarchistes. Autrefois, l'école de Ravaissonnais, ces « métaphysiciens », ces « rêveurs » attachant de l'importance à ce concept de liberté si bien dénoncé comme une méprisable « grue métaphysique » par Lafargue et sa descendance.

Si nous combattons l'Etat, dont nous voulons la disparition, c'est en raison des inévitables conséquences qu'engendre tout régime quel qu'il soit soumis à l'autorité d'un clan politique, d'une « élite », s'affirmant-elle du prolétariat, qui s'arroge le droit de penser, d'agir, de diriger, pour la masse travailleuse considérée comme inapte à accomplir elle-même son destin.

Le régime russe était vicié dès son origine. Du jour où le parti bolcheviste se substitua à la classe ouvrière et paysanne de Russie, l'Etat au lieu de se dissoudre progressivement, devait se renforcer et aboutir à l'autorité d'un seul maître. Une classe dirigeante utilise maintenant cet Etat à son profit selon un processus classique. Il n'y a rien là d'imprévu. Ce n'est pas Staline qui en est responsable. C'est le principe politique représenté par la théorie de la dictature des élites. Il aboutit fatalement à l'intronisation des « chefs aimés », des « guides géniaux ». Et Rappoport eût dû s'en douter depuis bien longtemps. — L. A.



PROPOS D'UN PARIA

Perspectives...

L'actualité ne chôme pas.

Que ce soit en politique intérieure ou extérieure, en sport, voire dans l'immense domaine des faits-divers, chaque jour amène en pâture, aux foules qui devraient pourtant en être saturées, un événement sensationnel.

Avant le Derby d'Epsom où s'illustra un cheval français dont la victoire fut accueillie aux cris de « Vive la France » (Ah ! l'entente cordiale !) nous avions eu dans le congrès eucharistique — derby des psaumes ! — le succès au cardinal — français, lui aussi — Verdier, faisant figure d'ambassadeur extraordinaire de notre république laïque, démocratique et sociale...

Depuis, les congrès ont succédé aux conférences et les paroles — qui s'envoient — n'ont cessé de débattre des bouches plus ou moins autorisées, plus ou moins habiles des gens qui se croient mis au monde pour assurer — moyennant certains avantages, il faut bien vivre, et surtout vivre bien — le bonheur de leurs semblables.

Il faut bien reconnaître que depuis le temps où ces marchands de paradis terrestre prêchent, promettent, prophétisent, il n'a pas été fait beaucoup de pas dans la voie du progrès humain.

Mais qu'est-ce que ça fait ? Les foules ont besoin d'espoir, et les charlatans de la politique s'entendent à leur en fournir.

Il me semble pourtant que certains propos qui ont été tenus, notamment lors du Congrès socialiste, à Royan, et par le sieur Ziromski en particulier, devraient mettre la puce à l'oreille à la masse de ceux qui se souviennent encore trop de la dernière pour n'avoir pas envie de remettre ça.

Et je me suis laissé dire qu'au congrès de Paix et Liberté, les voix de vénérables orateurs hors d'âge, naturellement, à faire des héros, ont fait chorus avec le fameux « Si tu veux la paix, prépare la guerre » qui est de mode actuellement dans tous les pays du monde.

Car on la prépare la guerre, et sur un rythme encore jamais atteint !

Et pendant que des ouvriers spécialisés travaillent l'acier dans les usines, les spécialistes du bourrage de crâne travaillent les cerceaux à accepter les sacrifices indispensables à la défense nationale qui doit assurer la paix.

LE FOU DU ROY EN HABIT VERT

Tout ce que la France compte de pieds-plats réactionnaires et de « minus habens » à prétentions littéraires se rengorge et pavoise depuis une semaine : Charles Maurras vient d'entrer à l'Académie !

Beau sujet de gloire, en vérité ! Et l'homme de bon sens se demande lequel est le plus déshonoré des deux par cette élection, de M. Maurras qui, sur le chapitre de l'avilissement, semblait avoir atteint le maximum, ou de l'Académie qui, au point où elle en est, n'avait, à vrai dire, pas besoin d'un gâteaux supplémentaire.

Mais il n'est pas dans nos intentions de disserter sur la valeur littéraire des Immortels en général et sur celle du « rasoir » monarchique en particulier. Aussi bien, de ce point de vue, la cause est-elle entendue.

Dans un livre de critique, notre ami Aurèle Paterni présente en parallèle une liste de quelques-uns de ceux qui porteront l'habit vert, parmi lesquels on relève les noms illustres de Pavillon, Colardeau, Parny, Ponsard, prince de Broglie, etc., et une liste de ceux que le scrutin évinça, entre autres Descartes, Molière, Pascal, Diderot, Beaumarchais, Stendhal, etc., Pour suivre son observation à l'époque contemporaine, Paterni écrit :

« Et cela a continué ; de nos jours l'Académie française s'est enrichie de MM. Henri Bordeaux, Joffre, d'Haussonville, Aicard, Dommie, Frédéric Masson après avoir dédaigné Balzac, Flaubert, Maupassant, Baudelaire, Verlaine, Théophile Gautier, etc., etc. Ce parallèle fait éclater la vérité suivante : Tout écrivain qui tente l'ascension de la Coupole en dehors des sentiers battus se voit disqualifié de plano ; il faut, avant de porter l'habit vert, revêtir le maillot d'uni-forme prescrit pour le concours. En bref, bien que de nobles esprits aient illustré quelques fautes, l'exclusion de tant d'autres en faveur de non-valeurs suffit à empêcher de prendre au sérieux la Tribu des Quarante ».

Nous partageons cette manière de voir. Aussi en consacrant un article à la nomination de Maurras, il n'entre pas dans nos desseins d'en juger la littérature. Sa valeur sur ce point même est des plus relatives, quoi qu'en disent quelques snobs qui n'ont pas lu grand-chose. La production de l'homme au couteau de cuisine ressort de la dysenterie, Maurras est un « pondeur » déchaîné, hissé au pinacle par une kyrielle de douairières argentées et de hobereaux d'un autre âge, auxquels des aïeux plus ou moins authentiques ont transmis, au travers des générations, un blason quelque peu terni et des trépanements vigoureux. Mais cela n'a aucune importance. Le talent de Maurras (qui d'ailleurs suscite l'admiration de Clément Vautel, ce qui suffit à le jauger), vaut bien celui du duc de la Force, de l'amiral Lacaze ou de Mgr. Grete et le gendarme royaliste, s'il professe des idées loufoques, a néanmoins cette supériorité sur M. Pierre Benoit qu'il lui appartient en propre. Sur le plan purement littéraire, cette élection n'est donc pas plus étonnante qu'une autre et l'on peut simple-

Jusqu'au jour du massacre où, changeant d'écriture, les mêmes bonzes maléfiques chanteront sur le mode lyrique les héroïques défenseurs du droit, de la liberté, etc.

Tant pis pour ceux que la gloire ne tente pas et que l'héroïsme laisse indifférents.

Ceux-là, on les fusillera... s'ils ne veulent pas comprendre... ou faire semblant !

Larue-Michel.

LES RESPONSABLES

Le « roi de la drogue » vient d'être arrêté. Il régnait sur tout le monde peu recommandable des trafiquants de poisons pour taper les gosses de riches. La presse a bondi sur cette affaire. Des titres énormes se sont montrés à la « une ».

Tout d'abord, on pouvait penser que l'on se trouvait devant une nouvelle affaire Stavisky. On parlait d'hommes politiques compromis, de certaines complaisances suspectes ; puis, ensuite, une sourdine. Ce n'est pas le silence complet, mais cela ne tardera pas. Le Populaire qui, dès le début, parlait en croisade, calme son ton. Le coup de l'étouffoir n'est pas loin.

Nous aurions été curieux pourtant que l'on nous donne le nom des puissants protecteurs, qui sont en fait les vrais responsables, surtout que déjà nous voyons profiler le profil d'Héliopoulos le « sympathique » ami de Chiappe.

Pourtant la police doit être assez bien renseignée.

Les journalistes nous parlent toujours d'une certaine « loi du milieu » qui ferme les bouches. Nous savons que cela n'est vrai que dans les romans de Francis Carco, mais que dans la réalité, et cette dernière affaire le démontre, il en va autrement. Tout ce beau monde se dénonce, se moucharde à qui mieux, mieux.

Alors pourquoi ce silence ?

LA SEULE COUPABLE

Quand le Populaire, dans une crise d'honnêteté, demande les noms des protecteurs, il y a de quoi rire. Les socialistes ont été au pouvoir, ils avaient même l'intérieur ; ils savent comment fonctionne la police, ils connaissent donc la coupable. Car il n'y a qu'une seule coupable, et cette coupable : c'est la police elle-même.

Pour ses basses besognes, elle se sert des

« gens du milieu ». Le roi de la drogue a appartenu au II^e Bureau, pendant la guerre. Il était indicateur, comme tous les « barbeaux », tous les « hommes du voyage », tous les marchands de « neige », tous les « books ». Ces fiers hors-la-loi, chers au cœur de certains purs, ne peuvent exercer leurs peu honorables métiers qu'à la condition d'être des mouchards, des « indics ».

Ce sont ces individus qui s'introduisent dans tous les milieux, qui mouchardent, tentent de compromettre ceux qui ne veulent pas courber la tête. La police les recrute dans tous les milieux, tolère leurs sales besognes à la condition qu'ils donnent quelques renseignements. Cela profite aux « bourriques » en même temps qu'aux « gens du milieu ». Une sorte de complicité s'établit entre eux, ils se partagent les bénéfices.

La police était parfaitement au courant de l'action de Stavisky, de Lion, d'Héliopoulos, etc., elle est renseignée sur tout et elle tolère ; la coupable c'est donc elle et seulement elle. Elle peut agir ainsi parce que aucun journal, sauf Le Libéraire, n'ose le dire, n'ose la dénoncer.

Quel nettoyage à faire le jour de la Révolution !

EN PLEINE CONNERIE

Les préparatifs se poursuivent fiévreusement pour la réception des souverains d'Angleterre. Cependant que la filaille examine à la loupe la loge de l'Opéra d'où ils assisteront à une représentation, des fonctionnaires, mètre en main, mesurent le quai de la gare du Bois pour déterminer l'endroit exact où le train royal doit stopper, afin que « les souverains n'aient pas à marcher plus qu'il ne convient en descendant de wagon ».

D'autre part, on a trié sur le volet, pour le service particulier de leurs Majestés, 75 laquais mesurant 1 m. 80 et qui seront costumés et nantis de perruques, comme au bon vieux temps. Comme il a la taille requise, M. Flamin, qui veut absolument jouer un rôle peut se présenter !

Parmi ces costauds, la reine trouvera certainement un partenaire qui remplacera avantageusement son fourrurier de mari ! Quant à ce dernier, s'il a conservé parmi l'héritage le carnet d'adresses de son aïeul Edouard, il saura où se rendre pour passer agréablement la nuit.

LA POLICE AVEC NOUS

Sans être communistes, les souverains pourront répéter ce mot d'ordre. Tout ce que la capitale compte de flics est à pied d'œuvre pour les recevoir. Plus, les locataires des immeubles sis sur le trajet sont promus au grade d'indicateurs. Il leur faut déclarer l'état-civil de leurs invités et demander une autorisation spéciale pour ouvrir leur fenêtre.

D'autre part, comme on l'a vu par la presse, les premiers rangs des spectateurs sur le pas-

sage du cortège seront des agents de la préfecture de police. Les autres rangs des gardes mobiles. Enfin quelques crétins seront admis à se hisser sur la pointe des pieds à partir du quatorzième rang. On peut dire à propos de ce défilé, que leurs Majestés vont passer en revue tous les flics, mouchards, indicateurs et matraqueurs professionnels de France et de Navarre. Il est vrai qu'ils auront après la satisfaction d'être reçus par tous les conseillers municipaux en habit et chapeau haut de forme. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, tout le monde en grande tenue ! Et là il y aura sûrement du spectacle ! En bref, une bonne rigolade que cette mascarade.

Sauf pour les cochons de payants à qui cela va coûter la bagatelle de 32 millions.

DANS LE BROUILLARD

Th. Ripoull (sic) écrit (non, non, pas dans l'Os à Moelle, dans l'Action Française) : « Les rouges avaient choisi le jeudi de l'Ascension pour bombarder Cerbère. Cette fois, ils ont attendu la fête de la Pentecôte pour marmriter les environs d'Ax-les-Thermes. La première fois, ils avaient opéré à la faveur des ténèbres. Hier, ils ont mis le brouillard à profit, etc., etc. ».

Tous ces sinistres rouges (car ce sont eux, n'en doutons point) qui attendent le jeudi de l'Ascension (le jeudi 1^{er} jour de congé des tout petits, et l'ascension du Christ, par-dessus le marché), la fête de la Pentecôte (trois jours de vacances et langue de feu), la faveur des ténèbres et le brouillard pour exécuter « leur crime » et « leur sauvagerie », comme dit ce vieux Théo, ne vous rappellent-ils pas les coquins de Prussiens qui profitaient, eux, du Vendredi Saint de 18 pour bombarder (avec leur ignoble et sombre Bertha) Paris et ôser plus particulièrement les églises pendant l'office des Ténèbres ?

Ce cher Théo Ripoull (mais qui ! j) manque totalement d'imagination, et ce n'est pas encore lui — pas plus d'ailleurs que le « général » Larpen-pan — qui sera capable de soutenir les millions et les millions nécessaires à l'entretien du culte royaliste (et au sien) aux arrière-petits-enfants de tous ceux et de toutes celles que Charlot et Léon auront tapés, le jour où « notre maître » se reposera de son grave et dur labeur de redressement national et d'académicien dans les champs élyséens, et où notre gros Léon discutera le coup d'Etat avec le bon Dieu pour son admission au Paradis.

Monsieur Dubalai.

Les artistes du Théâtre du Peuple présentent au THEATRE PIGALLE, 12, rue Pigalle, Paris (9^e) :

« LE FOYER »

Comédie satirique en 4 actes, d'OCTAVE MIRBEAU et THADEE NATANSON, pour la première fois dans sa version intégrale, et offert aux lecteurs du LIBERTAIRE des billets à prix réduit. Les demandeurs au

UN TRIOMPHE

Plus de 5.000 camarades à notre fête de Livry-Gargan

La fête champêtre organisée par l'U.A. au bénéfice du « Libéraire » fut plus qu'un succès : un triomphe. Dès samedi, le parc de Livry-Gargan, déjà occupé par les campeurs, s'anima, et c'est dans une fièvre joyeuse que se montèrent les stands. Encore que la terre eût tremblé, le soleil, qui n'est point encore fasciste ni stalinien tint à honorer de ses rayons la fête de l'Union Anarchiste, et le dimanche vit arriver de toutes parts, qui en camion, qui en vélo, qui en chemin de fer ou taxis, des camarades heureux de passer une agréable journée en contribuant au développement de notre pensée.

Dans des baraques, aimablement prêtées par la municipalité socialiste de Livry-Gargan, des groupes et organisations rivalisaient de goût et d'esprit. Le stand du « Lib », où fonctionnait le service de librairie, les stands de la J.A.C., de l'A.R.M.E., de la S.I.A., sans oublier celui de la Fédération parisienne, où s'élevait, encadré de dessins humoristiques, le bilan d'activité de l'année, connurent l'affluence et le succès.

LES JEUX

Des jeux amusants et variés s'offraient aux compagnons. Ici, on se mesurait aux fléchettes, là au jeu de massacre, plus loin à une pêche à la ligne, cependant qu'au stand du groupe de Gentilly un cochon d'Inde rendu à la liberté désignait par le numéro de la case où il se réfugiait l'heureux gagnant d'un superbe canard « coincinant ». Et les amateurs furent nombreux !

LE CONCERT

A trois heures, le concert commença. La grande salle des fêtes fut bientôt pleine à craquer et des applaudissements chaleureux payèrent le talent très apprécié de nos amis René-Paul, Paule Sandra, Nadine Mazer, Martial Nory, Georges Quey, Jacqueline Hopstein, Aimée Morin, qui nous charmèrent par leur esprit et par leur voix, ainsi que l'exhibition acrobatique des frères Jameret.

Maurice Rostand, qui n'avait pu être des nôtres, mais avait fait don au « Libéraire » d'exemplaires signés de son livre « Il ne faut plus jamais », connu ainsi la faveur des camarades.

Enfin, le concert terminé, la salle fut prestement débarrassée de ses chaises et occupée sans coup férir par les danseurs d'un orchestre entraînant rythma les ébats.

Le soir vint trop tôt ce jour-là. A regret, les camarades quittèrent le parc où ils s'étaient retrempest dans une atmosphère de saine gaieté et d'enthousiasme.

MAURICE DOUTREAU.

Les J.E.U.N.E.S. organisent une grande séance cinématographique

Samedi 18 juin à 20h. 30 à la Salle Pleyel 252, faubourg Saint-Honoré.

Deux grands films OKHRAINA (film révolutionnaire)

NO MAN'S LAND (la zone de la mort), le sens de la fraternité internationale retrouvé.

MALGRÉ LES SUCCÈS MILITAIRES...

La décomposition de l'arrière franquiste s'accroît

(Suite de la page 1.)

La population, dans sa grosse majorité, reste indifférente, sinon hostile au régime franquiste. L'amalgame phalangeo-carliste appelé pompeusement « Junta Nacional-Sindicalista », ne groupe qu'une infime minorité de convaincus, dont la majorité se compose de pistoleros professionnels et de fanatiques du Christ-Roi. L'illustre canaille de Séville, qui porte le nom de Queipo de Llano, avait vu juste lorsqu'il déclarait qu'il fallait exterminer les trois quarts des Espagnols si l'on voulait voir le triomphe de « l'idée nationale ». Pour préserver son arrière-garde, Franco était obligé d'avoir recours à la terreur la plus arbitraire. L'emprise étrangère sur l'Espagne nationaliste blesse profondément le sentiment national non seulement de la population, dont on connaît la susceptibilité dans cette matière, mais aussi des sinistres crétiens qui gravitent dans l'entourage de Franco. On se rend pourtant compte que, sans les forces marocaines et mussoliniennes, le grand « édifice national » fera vite parties des « veniments sinistres, mais bien liquidés. C'est sur le terrain de ce mécontentement que va se jouer, dans un avenir plus ou moins lointain, la partie décisive entre Franco et ses comparses.

Les associés italo-allemands sont loin d'avoir partagé les zones d'influence et le butin du sous-sol espagnol. Les généraux ambitieux trouveront auprès de l'un ou de l'autre camp, le soutien nécessaire. Les hommes de la City tâcheront de leur côté de remporter la dernière victoire. Le discours du général Yague contre les Italiens et la liquidation de Queipo de Llano ne sont que les petites manifestations de la grande décomposition dans le camp des factieux.

Les antifascistes espagnols, malgré la politique criminelle des démocrates et la passivité de la classe ouvrière mondiale sont plus unis que jamais ; appuyés sur une arrière-garde décidée à tenir jusqu'au bout, ils auraient battu depuis longtemps les hordes fascistes si la politique de la non-intervention ne les avait privés de moyens de défense.

La classe ouvrière ibérique défend les conquêtes du 19 juillet qui sont loin d'être négligeables pour un commencement. Dans le camp franquiste le peuple aspire aux mêmes réalisations et se trouve en désaccord complet avec son « Caudillo ».

Le proche avenir nous dira comment les « nationaux » se tireront de l'impasse où les a jetés leur folie criminelle.

CH. R.

MÉGALOMANIE MUSSOLINIENNE

Le « duce » voudrait installer un prince italien sur le trône d'Espagne ! Mais il est un peu tôt pour vendre la peau de l'ours...

Malgré les revers militaires essuyés par les armées républicaines, dus à l'énorme supériorité des armements fascistes, il apparaît bien que Franco n'arrivera jamais à s'imposer au peuple espagnol.

Cette conviction est partagée par les alliés avoués ou occultes de Franco lui-même.

Ce n'est un secret pour personne que les conservateurs anglais envisageraient comme solution médiatrice à la guerre d'Espagne une restauration monarchique. Ils ont même un postulant tout prêt en la personne de don Jaime, troisième fils d'Alfonso, et le moins dégenéré de sa progéniture.

A son tour le Duce tiendrait en réserve un candidat pour l'opposer au poulain de l'Angleterre.

Nous avons vu à ce propos, dans la presse italienne, une bien curieuse information, qui mérite de retenir l'attention. Il s'agirait du duc d'Aoste que Mussolini vient de mettre en vedette en le nommant vice-roi d'Éthiopie. Ce duc d'Aoste est le petit-fils du roi Amédée qui régna sur les Espagnes de 1870 à 1873 d'où la première république espagnole le débarqua. Il est le fils d'un membre de la maison de Savoie, le prince Philibert, et par sa mère, Hélène de Bourbon, se trouve apparenté à la dynastie des Bourbons de France, étant également petit-fils de Louis-Philippe.

Nos lecteurs nous excuseront de les promener dans ce labyrinthe dynastique qui n'a pour nous d'autre intérêt que celui de l'information.

Ce qui lui donne un certain crédit d'ailleurs, c'est qu'on prétend en outre que le récent voyage du général Milan Astray à Rome pourrait bien avoir eu pour but essentiel d'entreprendre des négociations préalables.

Il reste un petit obstacle à ces mirifiques conclusions. Évidemment, il est bien mince... Ce n'est que le peuple espagnol... Et les bourgeois de l'Espagne ouvrière se hâtent un peu trop de vendre la peau de l'ours.

Les difficultés terribles, les vicissitudes que connaissent actuellement les antifascistes espagnols n'ajoutent rien au prestige intérieur de Franco.

C'est qu'au-dessus du problème de régime politique, demeure entier le problème social, que les massacres systématiques, les horreurs guerrières, ne font qu'aggraver.

Quant à une restauration monarchique, Mussolini et ses alliés feraient bien de se souvenir de l'équipée napoléonienne en Espagne qui marqua le début de la dislocation impériale. Malgré l'abdication de Bayonne, malgré l'incrimination du roi Joseph son frère, le peuple espagnol rejeta la tutelle étrangère après une guerre qui par tagea l'Espagne en deux pendant plusieurs années.

Nous avons confiance que le peuple espagnol tôt ou tard rejettera Franco et tous les candidats à sa domination et à son exploitation, et qu'il finira par instaurer le régime d'égalité sociale et de liberté qui seule peut rendre la paix durable à l'Espagne.

DANS LES COLLECTIVITÉS DE CASTILLE

Le conseil technique administratif et statistique

Il fut constitué ainsi d'ailleurs que celui des autres régions au moment où fut créée la Fédération d'Industrie si bien que son existence ne fut que nominale. En octobre 1937, il fut reconstitué et il entra dans sa période d'activité. Il compte en ce moment parmi les plus brillants.

Le Conseil contrôle l'économie des trente-neuf syndicats correspondants au nombre de localités existant dans la région, et dix-huit de celles-ci sont constituées en collectivités grâce au travail des membres du Conseil.

La grande valeur du Conseil (tant au point de vue de la compétence que de la justice) se traduit par l'existence de quelques collectivités, U. G. T. C. N. T. comme Meco, Los Allos de la Hermosa y Valdeavero qui relèvent entièrement à l'économie fédérale.

Le premier travail de ce Conseil fut de distribuer aux villages les plus nécessiteux et qui montraient le plus d'enthousiasme pour le mouvement collectiviste, un demi-million de pesetas, partie en argent, partie en matières premières. Le Conseil a permis ainsi, par son premier établissement de richesses résultant des dépôts de vastes collectivités...

Aujourd'hui le Syndicat de Corpa et les collectivités de Orusco, Daganzo, Valdelecha, Valdevero, Meco et Belvis s'enorgueillissent d'être en règle dans leurs comptes avec le Conseil, tandis que Camarma, Coslada, Fuente el Poz, Ribityada, Alcala, Agaveir, Campo Leal, Cobena et Torrejon amortissent peu à peu leurs dettes.

L'appellation de Conseil Technique suppose l'intervention de celui-ci dans la direction technique de l'industrie agricole sans toutefois altérer l'indépendance dont jouit chaque collectivité en tant qu'organisme. A cette fin, le technicien du Conseil est au service de l'économie régionale d'accord avec la Fédération nationale paysanne.

Exemple : L'an passé, parmi tous les villages de la région Meco fut le seul à semer des pommes de terre et cette année selon les directeurs de la Régionale, il en semera 70.000 kilos. La semence est fournie par le Conseil qui recevra en paiement une égale quantité lors de la récolte. Furent distribués aux villages dans les mêmes conditions pour la semence 9.000 kilos de haricots, etc.

En définitive la quantité d'hectares ensemencés a augmenté et cela au moment où manque 70 % de la population travaillante.

Le Conseil a fait porter cette année 200.000 kilos d'engrais.

L'élevage des animaux de basse-cour fait l'objet de soins particuliers.

Le Conseil contrôle les opérations commerciales d'achat ou de vente.

La section de statistique sait à tout moment les produits dont on peut disposer dans la région, elle connaît ceux dont la région est dépourvue, ceux qu'il faut emmagasiner, ceux qui doivent être écoulés d'après les demandes des autres régions.

Il est remarquable de voir les trois compagnons du Conseil s'attaquer avec un égal bonheur à tant de choses. Les populations sont satisfaites. Les compagnons responsables font charrier du vin de la Manche, parcourent les villages pour recueillir des statistiques et faire de l'organisation; ils interviennent dans le contrôle avec tact.

En résumé, le Conseil Economique de Alcala de Henares voit loin et réalise bien.

FEDERATION DES ANARCHISTES PORTUGAIS EXILES

Nous prions tous les camarades et les organisations anarchistes en général de prendre note que, donnant suite aux décisions du Congrès de cette Fédération qui eut lieu dernièrement à Barcelone, le Comité de Relations de l'Inde, à son siège à Barcelone, Section Portugaise, via Burru, 20, où doit être adressée toute la correspondance.

LA DEVALUATION

La dévaluation est à la mode. Nous en avons subi quatre, en quelques années. Les diverses tentatives gouvernementales, depuis Poincaré jusqu'aux socialistes, l'ont appliquée. Seuls la combattent tout à tour les parties d'opposition, ou l'appliqueront demain. Ce qui prouve combien il est difficile de résoudre la crise.

Le recours à la dévaluation est très vieux. Avant les capitalistes, les chefs d'Etat l'ont employé. Rois et empereurs dépensaient dans leurs expéditions, leurs conquêtes, l'agrandissement du royaume, les fastes de leur cour, d'énormes sommes. La ruine les menaçait. Ils proclamaient alors — et je ne donne pour les ouvriers un exemple synthétique afin de ne pas m'embarasser d'érudition technique — que si une livre d'argent équivalait à un quintal de blé, elle équivaudrait dorénavant à quatre quintaux. On avait, de cette façon, multiplié artificiellement par quatre les réserves monétaires. Pendant de nombreux siècles, les dévaluations se sont succédées ainsi. Leur première cause a été politique, avant d'avoir été économique. Mais le résultat était le même.

Plus tard, les causes purement économiques intervinrent. La balance des échanges internationaux qui s'entamait et d'autres ressources étant défectueuses, il fallait solder en or les déficits. Au bout de dix ans, vingt ans, trente ans, cela se ressent. Il y a moins d'or, mais il y a besoin d'une même quantité ou d'une quantité supérieure de monnaie papier pour la circulation des produits à l'intérieur du pays, afin que tout le monde ait à sa disposition l'argent nécessaire à l'achat des produits dont il a besoin. Si donc les réserves d'or et d'argent ont diminué, et si un billet de cent francs doit valoir cent francs-or, on déclare que la garantie de métaux précieux sera de cinquante francs, ce qui permettra d'imprimer le double de billets et d'augmenter la circulation monétaire, de procurer cent milliards au lieu de cinquante.

La guerre a provoqué, avec la ruine économique, l'émigration de l'or en Amérique, les dettes énormes, la paralysie de la production et des dévaluations forcées. L'extraordinaire chute du mark en fut l'exemple le plus frappant (2). Mais la dévaluation se produisit dans l'ensemble des pays continents. Poincaré fit perdre au franc 80 pour cent de sa valeur; l'Italie, la Yougoslavie, et d'autres nations firent des réductions semblables et même plus graves.

La guerre est une des causes principales

QUELQUES RÉFLEXIONS TRÈS OPPORTUNES

Le marxisme et la disparition de l'État

par Camillo BERNERI

Dès les premiers mois de la lutte antifasciste en Espagne, Camillo Berneri, un des plus grands esprits du mouvement anarchiste international, écrivait de nombreux articles dans lesquels il appelait l'attention de la classe des travailleurs sur le fondamental problème politique : organisation du Pouvoir prolétarien. Depuis, la vie publique espagnole a connu les plus contradictoires vicissitudes et le mouvement anarchiste à Barcelone au début de mai 1937 a souffert de la perte irréparable de l'auteur de ce travail, dont l'importance et le but intéresseront tous nos lecteurs.

Fréquemment les anarchistes attribuent au marxisme, une tendance totalitaire que l'on peut trouver effectivement dans certains courants de la social-démocratie qui s'intitulent marxistes. Mais si on remonte aux sources directes du socialisme marxiste, on y chercherait vainement la moindre trace d'autoritarisme.

La disparition de l'Etat a été clairement exprimée par Marx et Engels et ceci explique qu'au sein de la 1^{re} internationale il y ait eu possibilité de communion politique entre socialistes marxistes et socialistes Bakounistes, communion qui n'aurait pu exister sans cette « coïncidence » théorique.

Marx écrivait dans la « Misère de la philosophie » :

« La classe des travailleurs au cours de son développement remplacera l'antique société civile par une association qui détruira les classes et leurs antagonismes ; et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit. »

Engels, à son tour, affirmait dans la « Science... bouleversée de Monsieur Eugène Düring » :

« L'Etat disparaîtra, inévitablement, en même temps que les classes. La société qui réorganise la production sur la base de l'association libre de tous les producteurs, sur un pied d'égalité, relèguera la machine gouvernementale à la place qui lui convient : au musée d'antiquités, à côté du dévidoir et de la hache de bronze. »

Et Engels ne situait pas la mort de l'Etat dans la phase terminale de la Civilisation, mais plutôt il la présentait comme extrêmement liée avec la révolution sociale et, de ce fait, la faisait dériver de celle-ci. C'est dans ce sens qu'il écrivait dans un article paru en 1847 :

« Tous les socialistes sont d'accord pour penser que l'Etat et, avec lui, l'autorité politique, disparaîtront au moment de la future révolution sociale ; ceci signifie que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et SE TRANSFORMERONT EN SIMPLES FONCTIONS ADMINISTRATIVES DE VIGILANCE DES INTERETS LOCAUX. »

L'Etat est assimilé par les marxistes au gouvernement et à celui-ci ils opposent « un système dans lequel le gouvernement des hommes est remplacé par l'administration des choses, système qui, d'après Proudhon, constitue l'Anarchie ». 1917

Lénine (« L'Etat et la Révolution » 1917) confirme la conception de la mort de l'Etat en déclarant : « Quant à la suppression de l'Etat comme but, nous ne nous séparons pas absolument des anarchistes. »

Il est difficile de faire la part de l'esprit tendancieux et du contenu véritable de ces affirmations, étant donné que d'une part Marx et Engels luttèrent contre le fort courant proudhonien et bakouniste et, d'autre part, que Lénine, en 1917, voyait la nécessité politique d'une alliance entre les bolcheviks, les socialistes révolutionnaires de gauche influencés par le « maximalisme », et les anarchistes. Il me paraît certain, cependant, tout en tenant compte de l'esprit tendancieux qui présida à un certain moment à la conception de ces

formules marxistes et à l'usage que leurs auteurs en faisaient, qu'elles répondaient à des désirs réels.

L'affirmation de la mort de l'Etat est suffisamment liée à la conception marxiste de la nature et des origines de l'Etat, et elle en découle nécessairement d'une façon suffisante, pour lui attribuer un caractère absolument opportuniste.

Qu'est-ce que l'Etat pour Marx et Engels ? C'est un pouvoir politique créé pour la conservation des privilèges sociaux et de l'exploitation économique.

Dans la préface de la troisième édition de la « Guerre civile en France », de Marx, Engels écrivait :

« Selon la philosophie (hégélienne) l'Etat est la réalisation de l'Idée, ou mieux, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, la domination au sein de laquelle doivent se réaliser la vérité éternelle et l'éternelle justice. »

De là vient ce respect superstitieux envers l'Etat et envers tout ce qui se rattache à l'Etat.

Respect qui s'installe d'autant plus facilement dans les esprits que depuis le berceau nous sommes accoutumés à imaginer que les affaires et les intérêts généraux de toute la société ne pourraient être dirigés autrement que par l'Etat et par ses subordonnés qui sont en place et en fonctions.

Et nous croyons avoir fait un progrès véritablement audacieux quand, ayant pu nous libérer de la croyance en la monarchie héréditaire, nous avons placé notre confiance absolue dans la République démocratique.

Mais en réalité l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression permettant à une classe d'en asservir une autre, aussi bien dans une république démocratique que dans une monarchie, et le moins que l'on puisse dire est que le prolétariat hérite d'un fleau, dans sa lutte pour atteindre sa domination de classe, fleau dont il devra se défaire à l'instar de la commune et dont dans la mesure du possible, il devra atténuer les effets les plus fâcheux, jusqu'au jour où une génération épanouie dans une société d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de toute entrave de gouvernement. Marx (dans la « Misère de la philosophie »), dit que, lorsque l'abolition des classes sera réalisée, il n'y aura plus de pouvoir politique, véritablement politique car, précisément, celui-ci est l'expression officielle de l'antagonisme existant dans la société bourgeoise.

(à suivre).

A LA CITÉ PARADIS

Les miliciens peuvent crever de faim

Un de nos copains italiens, blessé en Espagne et toujours en traitement, s'était présenté la semaine passée pour toucher son indemnité. A son grand étonnement, on lui a déclaré qu'il était radié. On a même refusé de lui payer la semaine en cours. Notre camarade s'est indigné d'une mesure prise sans aucun préavis. Mais voici qui est plus fort : un refus de lui restituer ses papiers personnels, passeport, certificats, etc. Devant les protestations du copain, le préposé n'a trouvé que ces paroles maladroites : « Si cette mesure est prise, ne crois pas que c'est parce que tu es appartené à la colonne Ascaso ! »

De telles méthodes expliquent trop bien les incidents qui ont déjà été provoqués par cette « le officine »

La tragédie espagnole

Franco, grâce à l'appui indirect de Chamberlain, l'homme de la City, a reçu des armes et des renforts de ses amis Mussolini et Hitler. Celui lui permet de se livrer à une nouvelle offensive vers les riches plaines de Valence.

L'ignoble Chamberlain espère que « les Rouges » seront vaincus avant son « débarquement ». Il travaille pour la City. La bourgeoisie française, de son côté, met ses espoirs en lui. La presse de droite est réjouissante, elle se réjouit du massacre des ouvriers espagnols qui se font tuer pour la cause du prolétariat international.

Sa joie est telle qu'elle prend souvent ses rêves pour des réalités. C'est ainsi que l'organe fasciste « Paris-Midi », dans son numéro de mardi 14 juin, pouvait publier :

On évalue à 11.000 le nombre des habitants qui sont demeurés dans la cité. Leur enthousiasme dépasse celui auquel on assista lors de la conquête des grandes villes des côtes basques et Cantabriques.

Et le lendemain, dans le même « Paris-Midi », les 11.000 habitants enthousiastes se transforment en 6.000 hommes qui, pilonnés par les obus et les bombes, « LUTTENT EN AVEUGLES JUSQU'AU DERNIER ».

Peut-on se moquer d'une façon plus grossière des lecteurs ? Ceci devrait à tout jamais juger un tel journal !

Que nos bourgeois se réjouissent de la mort de nos camarades. Un jour, il y aura la revanche, et ce jour-là il y aura du sport pour les valets de presse.

HENRY POULAILLE

Les Damnés de la Terre

« Une épopée de la vie ouvrière »

Un fort volume : 18 fr.

En vente au « Libertaire »

(Voir la suite en 6^e page.)

Les faux palliatifs aux crises

par Max STEPHEN

D'après les cycles des crises, qui vont de cinq à onze ans, mais qui, depuis le commencement du vingtième siècle, tendaient à se stabiliser entre sept et neuf ans, celle que nous subissons devrait maintenant se réaggraver.

Car, et c'est la première fois dans l'histoire, la crise commencée aux Etats-Unis en octobre 1929, et qui a déferlé ensuite sur le monde, ne s'est pas interrompue. La plus longue qui ait été connue auparavant fut celle qui dura aux Etats-Unis de 1893 à 1898, pendant cinq ans et sept mois, avec une période aiguë de vingt-huit mois. Celle que nous subissons a commencé depuis bientôt neuf ans. Les nations semblent condamnées à vivre en état de crise perpétuelle.

Les cycles établis (1) et certains symptômes enregistrés par les statistiques semblent annoncer l'aggravation de celle que nous subissons.

Où cela peut-il nous entraîner ? Il est malaisé de répondre. On peut faire, à cette question comme à tant d'autres, toutes sortes de réponses, car les hypothèses les plus diverses sont permises. Révolution, guerre, fascisme se détachent entre toutes. Mais la première nous intéresse particulièrement dans ce sens qu'elle est, ou doit être, partielle, ou totalement, notre œuvre.

Cependant, l'examen de la disposition populaire n'est guère encourageant. La crise semble devoir provoquer aujourd'hui une réaction révolutionnaire moindre qu'en 1929-1932, époque de son commencement, selon les nations.

La raison de ce recul réside dans l'attitude prise par les grands secteurs dits prolétaires, qui dirigent la pensée et l'action des masses. Dans la stricte logique de certains raisonnements, les crises devaient provoquer l'effondrement du régime capitaliste et créer l'atmosphère de la transformation sociale. Nous avons pu caresser cet espoir en voyant l'immensité du désastre économique, qui depuis 1929, a coûté à l'humanité plus cher que la guerre mondiale et autant de victimes que celles alors tombées sur les champs de ba-

taille. Mais les faits sont les faits, et nous sommes obligés de rectifier les théories quand ils les démentent.

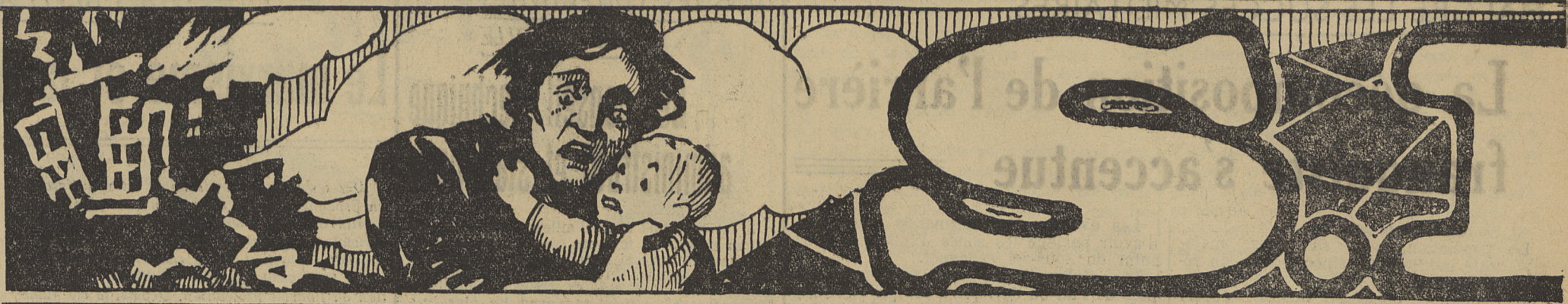
Ce sont justement ceux-là mêmes qui annonçaient le bouleversement de la société par l'effondrement de l'économie capitaliste qui apportent aujourd'hui des idées, des mots d'ordre, des suggestions, des illusions incapables de pallier à la crise, mais suffisantes pour paralyser l'action opportune du prolétariat. Et il ne faut pas oublier que là où l'action révolutionnaire ne se produit pas en temps voulu, c'est la pire réaction qui s'impose.

Comme nous, la partie des masses ayant un sentiment et des aspirations révolutionnaires, avait placé dans la crise et ses conséquences des espoirs de rénovation. Elle n'avait pas assez compris qu'il ne suffit pas que l'organisation capitaliste soit ébranlée par ses propres contradictions, car elle trouvera toujours des ressources pour s'étayer et durer. Sans une claire conscience, sans une conviction solide et une décision permanente, les travailleurs perdront toutes les occasions favorables que le régime existant pourra leur offrir. Volonté ouvrière et révolutionnaire contre volonté capitaliste et gouvernementale : voilà comment le problème se pose au premier chef.

Mais cette volonté est en ce moment particulièrement émue par toutes les formules d'accommodement, tous les palliatifs théoriques, toutes les interprétations des crises, tous les sophismes, tous les subterfuges que les docteurs de l'économie politique, classique et non classique, appartenant aux partis et aux tendances conservatrices et réformatrices les plus divers, répètent et propagent à qui mieux mieux.

Ce sont ces sophismes que je veux réfuter, pour contribuer à faire tomber les illusions des travailleurs, et à leur prouver que seule la socialisation intégrale et libre peut les sauver, qu'il n'est pas d'espoir d'amélioration dans la société actuelle. Je prendrai les principaux d'entre eux et m'efforcerai d'en démontrer le néant.

Ce n'est pas encore cette fois que les antifascistes espagnols pourront se procurer des armes en France. Les banquiers anglais s'y opposent toujours.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Avec nous, plus que jamais

La conduite abominable du gouvernement français envers les étrangers résidant en France nous a amené à réagir vigoureusement contre des mesures cruelles appliquées, au surplus, sans pitié.

Sans fanfaronnade, sachant ce que nous disons et sachant ce que nous ferons, nous affirmons que le décret-loi, qui enlève à ce pays sa dernière arête, sera abrogé. Pas sans peine sans doute, peut-être pas avant de longs mois, mais il le sera. Nous en prenons l'engagement devant les camarades de langues étrangères qui en sont les pitoyables victimes.

Mais nous ne pouvons ni ne voulons que notre solidarité à l'égard des compagnons espagnols se ralentissent. Apport matériel et effort moral doivent, au contraire, augmenter au fur et à mesure que, là-bas, la souffrance est plus grande et que les besoins sont plus impérieux.

Nous entrons, au surplus, dans les mois d'été au cours desquels généralement la propagande se ralentit.

Vous dire cela, camarades, c'est vous avouer en même temps notre embarras, nos soucis également.

C'est souligner que pour la S.I.A. il n'y a pas de vacances puisque la peine des hommes augmente au lieu de diminuer et que les blessures à panser sont innombrables.

C'est vous faire confiance afin que vous vous seriez plus étroitement autour de votre jeune organisation. Pour que vous lui donniez aujourd'hui plus qu'hier et demain plus qu'aujourd'hui les moyens de faire face aux appels au secours qui lui parviennent de tous côtés.

Souscription de la S. I. A.

SIXIÈME LISTE (MOIS DE MAI)

Roger Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Ombrière, 10 fr.; J. Elser, 8 fr.; Guemard, 30 fr.; Pinget, 10 fr.; Carvain, à Liège, 382,75; Anonyme, 40 fr.; Mme Pineau, 10 fr.; L. Bieth, 40 fr.; Louis Ticar, 20 fr.; G. Woll, 20 fr.; Comité Antifasciste Espagnol de Carpentras, 100 fr.; Femmes Espagnoles de Carpentras, 30 fr.; Stévenou, 10 fr.; Un groupe de soldats du 12^e, 30 fr.; Grumbert, 10 fr.; Voisin, 30 fr.; Quelques Syndicats du Havre, 10.800 fr.; H. Guérin, 30 fr.; Lafeuille, 10 fr.; Girelli, 20 fr.; Leriche, 10 fr.; Brégoat, 10 fr.; Dr Pierrot pour C. R., 50 fr.; Dumas, 3 fr.; Vanhecke, 10 fr.; R. Soulier, 40 fr.; Candela et ses amis, 80 fr.; Louis Cachon, 50 fr.; Louis Moreau, 30 fr.; Syndicat des Marins de Dunkerque, versé par Bassalier, 500 fr.; Prompt, 10 fr.; Illisille, 20 fr.; Bouvet, 10 fr.; Gosset, 10 fr.; J. Vela, 248,90; Produit de collectes et souscriptions organisées par Section des Métaux, Section Socialiste, Section S.I.A. de Coudon (Loire-Inf.), versé par H. Beauché, 625 fr.; Coulon, 50 fr.; Tessendier, 13 fr.; Ardison, 30 fr.; Kaminsky, 20 fr.; Arnold Lato, 28 fr.; Bualois, 100 fr.; Carmagnac, 30 fr.; Picollier, 10 fr.; G. G. 84, 10 fr.; Fennel, 25 fr.; Colonna, 40 fr.; Antoinette Lianzo, 15 fr.; Mme Chambrand, 55 fr.; Roger Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Collecte faite au Congrès des Cantonniers de Gap, par le camarade Peyron, 30 fr.; Richard, 35 fr.; Grinier R., 50 fr.; J. Bannier, 10 fr.; Loiseau, 10 fr.; Ouhguy, 45 fr.; Pin, 10 fr.; Borsot, 63 fr.; Le Bas, 15 fr.; Delle, 25 fr.; Aug. Michel, 20 fr.; X., à Champniers, 40 fr.; Murgadello, 50 fr.; Grumbert, 10 fr.; Parisel, 100 fr.; St-Jean, 27 fr.; Chéze, 20 fr.; Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Rotativistes du Peuple, versé par Roméo Teller, 30 fr.; Correcteurs Paris-Midi, Paris-Sor, versé par Ander, 245 fr.; Mme Pineau, 10 fr.; Bienaimé, 20 fr.; Rosette Augier, 10 fr.; Chamberlin, 25 fr.; Claudine, 5 fr.; François, 200 fr.; G. Fassot, 30 fr.; Journet, 5 fr.; Imbert, 100 fr.; Simonetto, 10 fr.; Beaudouin, 47 fr.; 40; Mme Pineau, 10 fr.; Latour, 20 fr.; Mancel, 10 fr.; Fédération locale anarchiste d'Oran (journées de salaire), versées par Barber, 554 fr.; Arnoult, 5 fr.; G. Fassot, 70 fr.; Colle, 20 fr.; Falte, 10 fr.; Michel, 25 fr.; Gamon, 40 fr.; Enrieta Morcote, 30 fr.; Monot, 10 fr.; Dely, 200 fr.; Palocci, 10 fr.; Deux frères à Marseille, 10 fr.; André Guéry, 51 fr.; Lemaille, 30 fr.; Un groupe de camarades Italiens adhérents à la section de Nice, 228 fr.; G. Fassot, 30 fr.; Souscriptions, versées par Chotard Albert, à Nantes, 300 fr.; Grumbert, 5 fr.; Candela et ses amis, 180 fr.; Pol Martin (100 pesetas), 24 fr.; Roger Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Produit d'une collecte faite à la Conférence S.I.A. du 12 mai à Chartres, versé par Mélines, 244 fr.; 30; Mme Carnet, 20 fr.; Robert, 10 fr.; « Les Amis du Rappel », 330 fr.; Collecte faite à Marseille, v. par Raymond Eugène, 110 fr.; Quelques Syndicats du Havre, 10.800 fr.; Navizet, 72 fr.; Mancel, 5 fr.; Roche, 135 fr.; Guignou, 25 fr.; Soulier, 10 fr.; Gonzalez, 40 fr.; Falte et Jeanne Henry, 40 fr.; Liste n° 762 versée par Section de Crétell, 42 fr.; Liste 1462, v. Boussaguel, 22 fr.; Liste 2975 (Maison Bonnaillous), v. par Rognié, 113,50; Liste 3182 (Farman), v. par Pacaud, 131,25; Liste 3284 (Hispano) v. par Loison, 107 fr.; Liste 2701 (Hispano) v. par Loison, 218 fr.; Liste 2963 (Hispano) v. par Loison, 155,50; Liste 2549 (Usine Romano à Cannes) v. par Pazel, 182 fr.; Liste 2622, v. par Section Oran, 41 fr.; Liste 2615, v. par Section Oran, 77 fr.; Liste 2620, v. par Section Oran, 123 fr.; Liste n° 2614, versée par Section Oran, 235 fr.; Liste 2613, v. par Section Oran, 40 fr.; Liste 421, v. par Eugénio Castro, 148,50; Liste 3076, v. par Muren, 152 fr.; Liste 1387, v. par G. Potlier, 40 fr.; Liste 1606, v. par Rostier, 257 fr.; Liste 1057, v. par Lova, 145 fr.; Liste 18, v. par Leclerc, 63 fr.; Liste 817, v. par Salmon, 11 fr.; Liste 2701 (Usine Lavalatte), v. par Carpentier-Fritsch, 45,50; Liste 1460, v. par Suzanne Morel, 51 fr.; Liste 149, v. par Barraud M., 17 fr.; Liste 150, v. par Brière, 11 fr.; Liste 147, v. par Nels, 30 fr.; Liste 1025, v. par Cannac, 5 fr.; Liste 2062, v. par Section Savigny-s-Orge, 25 fr.; Liste 1700, v. par R. Mignot, 50 fr.; Liste n° 2632 (Maison Léon), versée par Pozzo, 95 fr.; Liste 3244 (Imprimerie Moderne Montrouge), v. par M. Germain, 24 fr.; Liste 2974 (Gnome et Rhône-Kellermann), v. par Lainé, 65 fr.; Liste 766 (Section de Lunel-Viel), 136,75; Liste 2486, v. par Olivier, 55 fr.; Liste 1781, v. par Mazeral F., 125 fr.; Liste 1671, v. par Bliot, 10 fr.; Liste 1570, v. par Besselière, 40 fr.; Liste 1086, v. par Dassonville, 9,40; Liste 1077, v. par Debrabant F., 25 fr.; Liste 1728, v. par Acosta Marius, 83 fr.; Liste 2733, v. par Moreau, 52 fr.

Listes (A.O.I.P.), versées par Grenier, n° 3112, 28 fr.; n° 3230, 113,50; n° 3228, 111 fr.; n° 3229, 97,05; Liste n° 3219, v. par Gilard, 171,30; Liste 2315, v. par Catel François, 30 fr.; Liste 3200, v. par M. Joutot, 48,50; Liste 692, v. par Arnold Lato, 112 fr.; n° 368, 47,40; n° 566, 25 fr.; Liste 2909, v. par Corre A., 101 fr.; Liste 1964, v. par Baccini, 10 fr.; Liste 789, v. par Lova, 140 fr.; Liste 1782, v. par Lambert, 17 fr.; Liste 3109 (Travailleurs Municipaux), v. par Bournez, 71,50; Liste 2340, v. par Canoiné Henri, 5 fr.; Liste 2017, v. par Daron, 40 fr.; Liste 2865, v. par Pichot Pierre, 37,50.

Liste n° 1732, versée par Biminet Julien, 314 fr.; Liste 1630, v. par Touchard, 45 fr.; Liste 3107, v. par Touchard, 45 fr.; Liste 2897, v. par Touchard, 45 fr.; Liste 2453, v. par Borelli, 30 fr.; Liste 1054, v. par Papillon, 9 fr.; Liste 2857 (Rotativistes Petit Parisien), v. par Comau, 70 fr.; Liste 2853 (Rotativistes Petit Parisien de nuit), v. par Cambreleng, 138 fr.; Liste 2868 (Rotativistes Petit Parisien de nuit), v. par Cambreleng, 110 fr.; Liste 2837 (Rotativistes de nuit Petit Parisien), v. par Cambreleng, 134 fr.; Liste 741, v. par G. Viry, 40 fr.; Liste 3899, v. par Duthet, 40 fr.; Liste 3105, v. par Rougier, 55 fr.; Liste 1273, v. par Rouvet, 73 fr.; Liste 476, v. par Vais, 50 fr.; Liste 339, v. par Robert Antoine, 90 fr.; Liste 1981, v. par V. Ségarra, 150 fr.

Liste n° 749, versée par Potlier Jean, 14 fr.; Liste 2978, v. par Aufray, 38 fr.; Liste 2454, v. par Battendier, 10 fr.; Liste 1950, v. par Duval, 35 fr.; Liste 2820, v. par Bragado, 140 fr.; Liste 3235, v. par Trachsel, 83 fr.; Liste 2064 (Panhard), v. par Razzetti, 63 fr.; Liste 3263 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 25 fr.; Liste 747, v. par Letainurier, 3 fr.; Liste 2290, v. par Vaveau, 27 fr.; Liste 2289, 2 fr.; Liste 1589, v. par Lova, 135 fr.; Liste 800, v. par Godefroy, 53,50; Liste 808, v. par Evén, 23,50; Liste 831, v. par Ange G. G. 35 fr.; Comité Antifasciste de Carpentras, 100 fr.; Femmes Espagnoles de Carpentras, 500 fr.; Liste 3077, v. par Muren, 205,20.

Liste n° 3283, versée par M. Joutot, 50 fr.; Liste 2527, v. par Coche, 58 fr.; Liste 2528, v. par Courtais, 50 fr.; Liste 2530, v. par Poimier, 100 fr.; Liste 3239, v. par René Colomb, 56,15; Liste 3339, v. par Lova, 110 fr.; Liste 694, v. par Paul Yves, 56 fr.; Liste 3246 (Farman), v. par Pacaud, 116 fr.; Liste 311, v. par Roussel, 90 fr.; Liste 2159, v. par Le Marc, 10 fr.; Liste 1805, v. par Platon, 344 fr.; Liste 2937, v. par Richard, 207 fr.; Liste 1123 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 26 fr.

Liste n° 2797 (Lavalette, Atelier 10), versée par Courtin, 67 fr.; Liste 3258, v. par Prin, 282,50; Liste 3850, v. par Prin, 122,50; Liste 3181, v. par Labruère, 85 fr.; Liste 1751 (Farman), v. par Pacaud, 135 fr.; Liste 2800, v. par Burlin, 200 fr.; Liste 2803, v. par Burlin, 105 fr.; Liste 2802, v. par Burlin, 73 fr.; Listes (A.O.I.P.), v. par Grenier, n° 3276, 107 fr.; n° 3277, 129,40; n° 3278, 116 fr.; n° 3279, 138,50; n° 3177, v. par Cabry-Querson, 185 fr.; Liste 2179, v. par Blinot, 21 fr.; Liste 1219, v. par Granados, 44 fr.; Liste 1903, v. par Manfredi, 36 fr.; Collecte v. par Marfany, 49,15; Liste 1083, v. par J. Dhesse, 30 fr.; Liste 925, v. par Gilard, 217,25.

Liste n° 2466 (Gnome et Rhône-Kellermann), versée par Lainé, 110 fr.; Liste 1890, v. par Malheury, 49 fr.; Ratié, 14 fr.; (Section Chausson, Meudon), v. par Guy, 155 fr.; Bénéfice tombola (Section du 209), 137,70; Collecte à l'été du 1^{er} mai à la Seyne (Var), v. par Janier, 75 fr.; Section Aimagues (Gard), 433 fr.; M. Houel, 75 fr.; Sommes versées par Section de Nice: collecte fête du 6-23-38, 500 fr.; collecte fête du 8-4, 1.000 fr.; collecte Meeting du 12-5-38, 550 fr.; Sant-Biogo A., 20 fr.; S. à Grasse, 150 fr.; Vise, 20 fr.; Mme Pineau, 10 fr.; Solidarité (Fontenay-s-Bois), 50 fr.; Section de Lille, Bénéfice, 500 fr.; Candoni, Fête à Savigny-s-Orge, 103,35; Fête Alfortville, v. par Ch. Guérin, 705 fr.

Liste n° 1664, versée par Gaudy, 5 fr.; Liste 3078 (Panhard), v. par Razzetti, 42 fr.; Caupain à Liège, 123,30; Section de Crétell, 20 fr.; M. et A. Guimarel, 100 fr.; Pelletre, 50 fr.; G. Fassot, 30 fr.; Rosette Augier, 10 fr.; Aupetit, 20 fr.; Liste 1481, v. par Acher, 40 fr.; Navizet, 100 fr.; Liste 3180 (Amis du Front Populaire de Fricourt (Somme)), v. par Parcheval, 196 fr.

Total de cette liste: 46.086 fr. 90.

Total des cinq listes précédentes: 241.125 fr. 85.

Total général: 287.212,75.

LIRE:

En 7^e page: les communications de la S.I.A.

Notre campagne pour le droit

Entre nous... et avec franchise

Notre meeting de vendredi a été un succès. Aucune place libre dans cette vaste salle et de nombreux auditeurs restèrent debout faute de trouver un siège disponible. Il paraît que nous avons lieu d'être satisfaits; qu'à cette époque de grosses chaleurs, alors que de grands partis ont du mal à réunir un auditoire beaucoup moindre, c'est une réussite.

C'est une réussite si l'on veut. Ce n'est pas cinq mille personnes que nos appels auraient dû attirer au Palais de la Mutualité, en une pareille circonstance, mais dix mille au moins. La foule aurait dû déborder dans les rues avoisinantes.

C'est comme cela, oui, que nous nous imaginons l'agitation; c'est comme cela que nous avions espéré débiter publiquement sur la question du droit d'asile; c'est comme cela, d'ailleurs, que l'on sauve un droit en péril.

Nous avions vendé un public mélangé, très au-dessus des tendances, un public S.I.A. pour tout dire. Mais vous, lecteurs de cette page, vous étiez loin d'être tous présents à ce meeting, et c'est ce que nous vous reprochons. Nous ne faisons pas des campagnes comme celle-là pour notre plaisir. Et ce n'est pas pour vous embêter que nous vous demandons quelquefois de faire nombre. Nous protestons donc contre un laisser-aller regrettable dont vous pourriez un jour vous-mêmes pâtir, hé! les absents de l'autre soir.

Ceci dit, donnons le compte rendu du meeting qui, malgré tout, fut très beau... et très profitable à la cause qui y fut défendue.

CAPOCCI

Notre devoir et notre loi consisteront à défendre de main toutes les libertés, pour tous les hommes

terminant. Si on nous expulse, nous prendrons notre baluchon et nous irons vivre ailleurs. Le problème est encore plus grave pour vous. Vous devez défendre vos libertés en défendant les nôtres.

CHAZOFF

Les gouvernants d'aujourd'hui ne voient pas qu'ils sont les prisonniers de ceux qui voulaient s'imposer en 1934

La bataille que la S. I. A. commence est, par sa signification, une des plus grandes qui aient été entreprises. Mais nous avons foi dans le triomphe quand nous voyons ici ce soir les hommes qui ont répondu à notre appel. Quand des personnalités venues de divers horizons politiques sont capables de s'unir pour faire respecter la liberté, c'est que les ressources d'énergie d'un peuple sont inépuisables, et que nous avons raison d'espérer.

On nous propose le plus immonde des marchés en disant au peuple français que l'expulsion des étrangers lui donnera du travail. Mais nous répondons qu'il est une chose que le peuple n'a pas perdue, qu'il n'a jamais voulu louer ni vendre, c'est la conscience humaine qui est en lui.

Les gouvernants d'aujourd'hui ne voient pas qu'ils sont les prisonniers de ceux qui voulurent s'imposer en 1934. Ils ne se souviennent pas du sort de Matteotti, de Dolfus, etc. Demain, leur sort sera lié au nôtre, car pour les fascistes, ils ne sont que des condamnés à mort en sursis. Demain, ils pourront être obligés, eux aussi, de frapper à une porte en demandant l'hospitalité, mais cette porte restera close, et ils devront monter à l'échafaud.

Pour défendre le droit d'asile, qui plonge ses racines les plus profondes dans la religion, nous voudrions trouver l'unanimité.

Pendant quinze ans, des vagues de répression se sont succédées contre les nôtres. En 1924, en 1926, en 1927, en 1934, sous des motifs différents, même lorsque, comme ce fut le cas dans cette dernière année, le prétexte était un attentat politique organisé par le fascisme officiel d'Italie. Ce sont toujours les ouvriers qui ont payé, et l'offensive de la presse réactionnaire a invariablement précédé ces répressions.

Nous espérons que le projet de loi présenté en 1936 par Marius Moutet, pourrait améliorer et stabiliser la situation des étrangers, mais, après quelques mois de détention, la campagne a repris. Les expulsions ont augmenté après les attentats fascistes comme celui de l'Etoile. On savait pourtant que ceux auxquels on s'attaquait n'en étaient pas les auteurs.

Un grand nombre de ceux qui sont allés lutter et mourir en combattant le fascisme en Espagne, pour la liberté de tous les peuples, étaient des expulsés de France.

Le problème des expulsions est déjà vieux, et il devrait intéresser tous les partis, toutes les organisations qui se réclament du progrès et de la liberté. Les résolutions des Congrès et les serments de mains en guise de solidarité sont insuffisants. Il faut obtenir le respect de ceux qui sont venus chercher un refuge contre les persécutions du fascisme.

Pour la première fois, une loi s'occupe de fixer le sort des étrangers, et elle le fait de telle façon qu'elle l'aggrave. Elle tue le droit d'asile que l'Eglise même a respecté.

Caporali cite plusieurs cas individuels de persécutions provoquées par le décret-loi, et demande que tous les efforts soient faits pour que cela cesse définitivement. Ce n'est pas seulement, pour nous, dit-il, en

mité de la classe ouvrière. A force de ténacité, nous y parviendrons.

Nous ferons l'impossible pour que le décret contre les étrangers soit abrogé. Nous ferons l'impossible pour empêcher la guerre et faire triompher, avec la paix, la solidarité humaine.

Marceau PIVERT

Des persécutions comme celles que nous dénonçons ne peuvent avoir lieu que parce que l'on prépare la guerre et le fascisme.

Marceau Pivert, qui a tenu à venir malgré les blessures que lui a causées l'accident dont il a été victime, s'excuse de ne pouvoir faire qu'une simple déclaration. Mais j'ai voulu, dit-il, me solidariser avec ce magnifique meeting, et avec les camarades combattants des autres pays.

Si nous ne savons pas les défendre, nous serons demain victimes des mêmes procédés. La menace n'est pas pour les Russes blancs, les fascistes qui ont en poche des papiers et savent être en règle avec les autorités, mais pour les pauvres bougres, défenseurs de la liberté et qui, poursuivis par les Etats totalitaires, frappent à notre porte.

Marceau Pivert cite le cas d'un combattant espagnol qui fut blessé au front, qui vint en France ensuite, et qui a été récemment expulsé. Quand les anarchistes et les autres bons révolutionnaires combattent les fascistes pour réinstaller au pouvoir les républicains et les démocrates, on les applaudit, dit-il, mais après, c'est tout juste si on ne les reconduit pas chez Franco.

Des persécutions comme celles que nous dénonçons, un fait comme le décret-loi contre les étrangers, ne peuvent avoir lieu que parce que l'on prépare la guerre et le fascisme. Nous le voyons par les slogans tels que « La France aux Français » qui sont mis à la mode. Si nous ne savons pas protéger nos frères de classe de langue étrangère, la servitude et la guerre nous attendent.

Les hommes qui sont au gouvernement sont les mandataires du peuple et ils doivent faire la politique que veut le peuple de ce pays. Exigeons-le.

Mais en même temps que nous faisons pression sur le gouvernement, il faut que l'effort autonome de la classe ouvrière s'affirme de plus en plus. Je fais une proposition aux organisateurs de ce meeting afin d'obtenir des résultats pratiques: c'est d'établir la liste des réfugiés politiques révolutionnaires et de les défendre en les prenant tout particulièrement sous notre protection.

Gérard ROSENTHAL

La France supprime le droit d'asile pour les travailleurs, mais elle accueille avec empressement les princes et les rois.

En quelques semaines, cent mille travailleurs ont été contraints de partir de France.

France. On arriverait même, selon certaines sources d'informations, à près de trois cents mille. C'est un exode, comme il s'en est produit dans les régions envahies pendant la guerre.

La France supprime le droit d'asile pour les travailleurs, mais elle accueille avec empressement les princes et les rois. La loi refuse les circonstances atténuantes aux expulsés et les moyens de défense qu'on donne aux souteneurs.

Que se propose-t-on ? Il y a en France environ deux millions et demi d'étrangers. Le décret veut-il combattre l'émigration ? On annonce la création de brigades spéciales contre les étrangers. Cela me rappelle la politique suivie contre les travailleurs nord-africains, que nous avons trop abandonnés.

Et les poursuivant ainsi, le gouvernement veut que ces deux millions et demi d'hommes constituent une force à part, traquée, isolée, dont il pourra se servir. Cette force aura le sort de nègres aux Etats-Unis. On s'en servira comme d'une masse passive pour combattre vos grèves, vos salaires, vos revendications; on en fera des légions pour vous entraîner à la guerre.

Ce décret-loi veut détruire le bien le plus précieux du prolétariat: l'internationalisme. Il veut fomentier la xénophobie. Il se rattache à la répression inqualifiable qui sévit dans les colonies.

La répression est aujourd'hui internationale. Elle est allée frapper les meilleurs combattants d'Espagne en faisant le jeu de Franco. Elle est en Italie, en Allemagne, en Russie. Quand il en est ainsi, je demande qui reprendra le drapeau de la solidarité ?

Et je dis que vous tous, hommes de gauche, qui n'avez pas oublié l'internationalisme, quelles que soient vos tendances, vous êtes assez nombreux; et assez forts pour le faire, pour relever le drapeau de l'internationalisme de la classe ouvrière, et pour vaincre !

Vous devez le faire !

Henry TORRES

Il est logique qu'un gouvernement de droite fasse cela. Mais il est imbécile et monstrueux que ce soit l'œuvre d'un gouvernement de gauche.

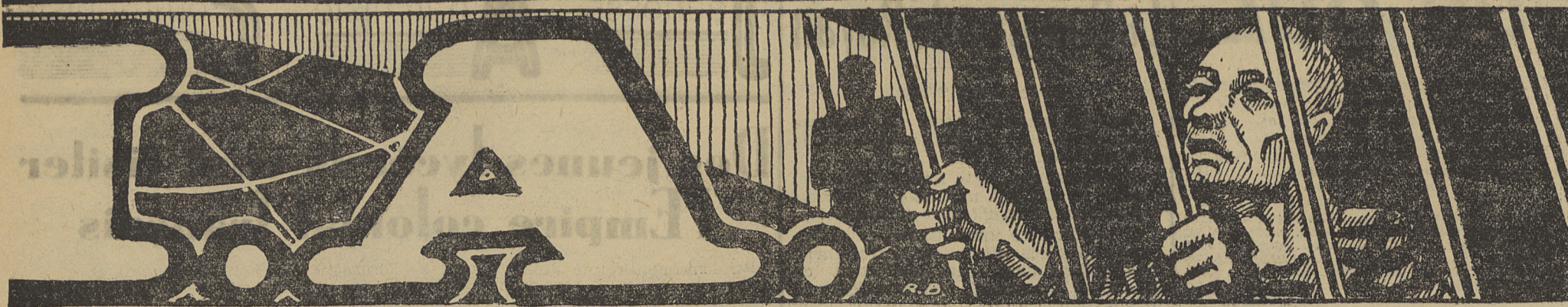
Dépendant des idées et non des partis, je ne suis ici qu'en mon nom personnel, et je veux vous dire que j'incarne la cause que vous défendez dans le nom de celui que j'appelle « notre cher petit Bonomi ».

Je me rappelle son magnifique courage à la Cour d'assises. Ses premières paroles furent: « Je suis anarchiste libertaire et je ne crois pas à la justice bourgeoise ». J'ai trop appris à apprécier la sincérité des hommes pour ne pas rendre hommage à ce courage-là.

Pioch était venu parler en sa faveur, et



Un aspect du Meeting, avec Marceau Pivert et Henri Torres.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

d'asile n'est qu'à ses débuts

Ensuite un homme dont la finesse d'esprit, la culture méritaient notre admiration. Cet homme vint rappeler que, quelques mois auparavant, Mussolini, dans lequel la bourgeoisie française voyait un allié, avait proclamé « qu'il fallait marcher sur le cadavre pourri de la déserte liberté » ; ce témoin affirmait que le fascisme avait été une société par actions pour acheter un chien de garde contre la classe ouvrière.

Il s'appelait Léon Blum.

Après avoir cité la lettre envoyée par Bonomini au *Libertaire*, et rendu hommage aux sentiments qui l'inspire, Henry Torrès poursuit :

« Je ne fais pas de politique, mais je dis que nous devons nous organiser contre ce crime envers la tradition de la France. C'est une monstrueuse abjection, plus encore quand ceux qui la commettent sont les héritiers des élections de 1936, qui furent saluées comme l'espoir de la démocratie.

Il est logique qu'un gouvernement de droite fasse cela. Mais il est imbécile et monstrueux que ce soit l'œuvre d'un gouvernement de gauche.

Il serait incompréhensible que Bonomini, que Blum a défendu, soit condamné par un cabinet que Blum appuie. Nous ne pouvons pas accepter des textes de proscription. Les hommes de gauche doivent se dresser contre eux. Nous devons exiger que les étrangers en danger soient entendus, non par des fonctionnaires de la police, mais par des hommes qui sauront juger la valeur des accusations, et écouter les avocats qui défendent le droit de ceux que l'on voudrait expulser.

Mon concours sous toutes ses formes vous est acquis pour mener cette bataille. Il faut la continuer jusqu'à l'obtention du vrai statut des étrangers, car ce que nous avons maintenant c'est un faux statut, et cela est encore pire que de ne pas en avoir, car il livre les réfugiés à l'arbitraire des gouvernements.

Il est malheureux de constater que, pour défendre la liberté et les principes d'humanité, il a fallu livrer souvent des batailles, même contre les gauches parlementaires. C'est ce qui s'est passé pour arracher des amnisties dérisoires. Nous n'avons pas encore d'amnistie, quoiqu'on l'ait accordée dans les autres pays. Une telle majorité donne ainsi la mesure de sa démocratie.

Je réclame la défense des étrangers, je réclame le statut des étrangers et je réclame l'amnistie.

Puis l'orateur lit une lettre où l'écrivain catholique François Mauriac défend le droit d'asile, et Torrès s'écrit : « Cette lettre est pour vous, Cachin ; pour vous, Blum ; pour vous, Herriot ! »

MORO-GIAFFERRI

Je proteste contre la légalité barbare qui veut bannir le droit d'asile.

J'ai été, dit Moro-Giafferri, sur le point de ne pouvoir venir. Mais deux raisons m'ont enfin décidé. D'abord, parce que

j'avais donné ma parole. Ensuite, parce que le fait que mon nom ait figuré sur l'affiche annonçant ce meeting m'a fait recevoir un grand nombre de lettres anonymes dans lesquelles on m'adressait des injures et des menaces. On m'y disait aussi que je me déshonorerais à jamais si j'allais « parmi ces gens ». Et « ces gens » c'était vous.

Il y a donc encore des personnes qui s'imaginent que de tels procédés peuvent arrêter un homme. Pour moi, ils ne peuvent que me pousser davantage à faire mon devoir.

Je n'ai pas d'autre opinion politique que celle de la formule aujourd'hui menacée du Front populaire. J'espère donc qu'on me saura gré de maintenir mon opinion.

Le but de ce meeting est une protestation et un vœu auxquels je souscris franchement. Je proteste contre la légalité barbare qui veut bannir le droit d'asile. Je proteste contre une législation hâtive qui nous menace du plus lamentable recul et je désire examiner ce qu'il est possible de faire pour donner aux étrangers un statut qui respecte le droit de ce pays et les règles de l'humanité.

Un pays doit être maître dans ses frontières. C'est pourquoi je souscris sans hésiter à des mesures contre la pègre internationale. Mais ce sont celles-là qu'on ne prend pas. On disait dernièrement que celles qu'on allait prendre n'auraient pas un sens libéral. Et cela est vrai, car j'ai vu menacer, refouler des hommes dont la présence parmi nous était un honneur.

M. de Moro-Giafferri expose alors qu'on devrait faire un règlement pour les expulsions, comme il en existe un pour les extraditions, où un ministre ne peut pas décider qu'un homme soit livré à une Chambre des mises en accusation s'y oppose. Il critique le fait qu'un ministre signe aujourd'hui une expulsion d'après les rapports de police, « œuvre inintelligente et passionnée », se basant sur tous les ragots. De ces rapports, un illustre juriste consultait disait ne pas vouloir se servir pour ne pas déshonorer sa simarre.

On parle de punir ceux qui se réfugient en France. Pour ma part, j'ai accueilli beaucoup de Polonais, d'Italiens, etc., qui étaient expulsés pour avoir commis le crime d'assister à des réunions comme celle-ci. Aujourd'hui, on en arrive non seulement à défendre de donner asile à ces hommes, mais à frapper de peines disciplinaires les avocats qui interviennent pour eux.

M. de Moro-Giafferri expose ensuite son désir que l'on trouve une solution qui permette aux étrangers menacés de se défendre. Je ne le fais pas, dit-il, parce que je suis anarchiste, ni communiste, bien que je préférerais être anarchiste et me soulever contre les tyrannies qu'être l'homme de certaines obédiences.

Pour moi, la patrie n'est pas seulement un morceau de territoire avec des frontières, mais avant tout des pensées communes et une grandeur morale.

Puis, l'orateur rappelle l'incident qui se produisit quand la foule attaqua, en Belgique, la maison de Victor Hugo, qui

Conclusion pratique du meeting

Réunis, le 10 juin à plus de 5.000, dans la vaste salle de la Mutualité, à l'appel de la S.I.A., les auditeurs s'affirment en communion d'idées avec les organisateurs de cet important meeting et avec les orateurs qui ont chaleureusement plaidé la cause du droit d'asile.

Ils réprouvent le décret-loi qui, s'il n'était pas abrogé, rendrait l'existence impossible aux étrangers habitant la France, entr'autres aux proscrits et aux réfugiés politiques.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réserver aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité indignés des mesures d'expulsion prises en ce moment, à tort et à travers, contre des réfugiés politiques, demandent — en attendant des décisions d'ordre général — que lesdites expulsions soient immédiatement rapportées ; qu'en tout cas, un long sursis soit accordé à tous les camarades étrangers dont le dossier sera présenté aux autorités compétentes par la Solidarité Internationale Antifasciste et le Comité de Droit d'Asile de la C.G.T.

Les auditeurs de la Mutualité mandatent Moro-Giafferri, Léon Jouhaux, Henry Torrès, Georges Pioch, et le secrétaire de la S.I.A. — et leur font confiance — pour défendre auprès du président du Conseil tous les termes de cet ordre du jour.

avait critiqué le gouvernement belge qui refusait de donner asile aux réfugiés de la Commune et proclamé qu'il ouvrirait sa porte à ceux d'entre eux qui viendraient y frapper.

Beaucoup de ceux qui sont aujourd'hui au Panthéon ont été, dans le siècle passé, des proscrits, chassés de ce pays, à la honte de la France. Ils voulaient toujours la générosité pour les autres proscrits. Car les nations paient toujours les lois de l'histoire qui sont une défaillance devant les lois humaines.

Les nations s'enrichissent de l'hospitalité qu'elles donnent. Que les lois venues d'ailleurs, de la tyrannie transalpine ou des autres régimes totalitaires ne diminuent pas la grandeur de notre pays !

Léon JOUHAUX

Complètement d'accord avec S.I.A. pour respect droit d'asile.

Léon Jouhaux, obligé de se rendre à Genève, avait manifesté son accord avec nous par l'envoi de ce télégramme :

BORDEAUX, 9 juin, 17 heures.

Obligé retourner Genève pour discussion quarante heures, m'excuse pour meeting vendredi. Complètement d'accord avec S.I.A. pour respect droit d'asile et garanties proscrits politiques, vous assure ma solidarité. Salut syndicaliste et fraternel.

Georges PIOCH

Ce décret-loi n'offense pas seulement la tradition française mais toute la tradition humaine.

Pioch commence par donner lecture du message de Victor Marguerite, que nous avons publié la semaine passée. Puis il demande aux assistants une pensée pour cet écrivain qui, aveugle, soignant sa

femme malade, sait encore prendre part aux combats pour les causes justes.

Il apporte ensuite l'adhésion de Gaston Bergery et de la Flèche, dont la rédaction adhère à notre protestation.

Victor Hugo appelé par Moro-Giafferri, dit-il, ne reconnaît pas ce pays auquel il a apporté tant d'œuvres et tant de génie. Et Pioch cite le troisième acte d'Hernani, dans lequel est fait une éloquentة apologie du droit d'asile et du respect de l'amitié, que le décret-loi, en obligeant à dénoncer celui qui s'est réfugié sous notre toit, voudrait transformer en trahison.

Ce décret-loi, ajoute-t-il, n'offense pas seulement la tradition française, mais toute la tradition humaine. A travers les temps, tous les peuples ont eu de commun le respect de leurs hôtes étrangers.

Et maintenant, en 1938, si un proscrit me demande l'hospitalité, on me dit que j'ai le devoir et l'obligation de le dénoncer à la police. Je ne veux pas le faire. Je déclare que je continuerai à donner asile à ceux qui en auront besoin, et je voudrais inspirer chez vous la même décision farouche.

Depuis quelques jours, ce décret fait son plein d'inhumanité. Pour la visite des souverains d'Angleterre, on expulse par milliers des hommes qu'autrefois la France avait été très heureuse de trouver.

Pioch explique alors qu'il a dû intervenir, le matin même, pour un Hollandais expulsé pour le seul fait d'être abonné au *Libertaire* et d'avoir assisté à des meetings comme celui-ci. On renvoie aussi des êtres anodins et ceux-là sont peut-être les plus à plaindre, car leur manque de caractère les fera souffrir bien davantage dans l'odyssée qu'on leur impose.

Tout cela est incompréhensible. Et ce qui est épouvantable, c'est d'entendre partout l'exécution des régimes totalitaires, et qu'on ne sache réagir contre le fascisme qu'en employant ses moyens. Si nous employons les moyens du fascisme, nous aurons le fascisme. Puisque vous nous parlez de république et de démocratie, donnez donc à la France une véritable république et une véritable démocratie.

Il faut ressusciter en nous le sens de la liberté que nous avons perdu. Pendant plus de quatre ans, la guerre a donné à plus de cinquante millions d'hommes l'habitude de l'obéissance passive, de la discipline militaire, qui est la honte de l'homme. Il ne reste de la Révolution française qu'un esprit étroitement jacobin, fanatiquement partisan. On poursuit celui qui sort du troupeau. On me reproche quelquefois, maintenant, de retourner à l'anarchie ; mais il le faut bien, puisque ce n'est que là que je trouve des hommes libres.

Français, je vous demande de recouvrer le bon sens dont vous vous dites si fiers, je vous rappelle au bon sens, qui n'est pas le sens commun. Il m'est trop cher pour ne pas l'aimer, pour ne pas vouloir empêcher sa perte. Vous êtes entourés de nations où l'Etat a dénué la dignité chez les êtres. Vous vous moquez de Hitler et Mussolini, mais vous vous laissez prendre tous les jours vos libertés. Vous glissez vers l'Etat totalitaire, et quand vous vous réveillerez de votre sommeil, vous serez non seulement vaincus, mais conquis, vous serez caporalisés !

Ne vous laissez pas convaincre. Il suffit d'un sursaut pour faire disparaître ce décret-loi. Réveillez-vous ! La civilisation n'est pas la discipline de caserne ; elle consiste à faire des hommes libres dans une nation libre.

Nous luttons pour créer ces hommes. Et si nous ne les créons pas, nous pourrions dire au moment de mourir : nous sommes nés pour rien, nous avons vécu pour rien et nous sommes morts pour rien.

Et ce beau meeting se termine sur ces paroles pessimistes, mais prononcées afin de nous mettre en garde,

Mas colonies infantiles

La colonia de Llena tiene más niños de los que debiera. El sacrificio que la sección de la S. I. A. francesa se impone para que las trescientas criaturas huérfanas, que allí tienen asilo, no carezcan de nada, es francamente inmenso.

El delegado encargado del sostenimiento de este refugio, reclamaba hace poco, en forma elocuente, mayor apoyo material.

Mayor apoyo, más ayuda, más espíritu de sacrificio es lo que falta.

La colonia de Llena tiene muchos niños, otras están en el mismo caso y sienten las mismas necesidades materiales. Y sin embargo, aunque parezca mentira, todo los niños de la España republicana no están en estos refugios.

Ya se ha dicho en estas columnas que hay millares de manecitas que se tienden al transeunte en las calles catalanas ; millares de manecitas que mendigan en territorio leal.

Estas criaturas, en su mayor parte refugiadas, de otras zonas, que no han hallado en los poderes públicos el apoyo que hubieran debido darle, carecen de lo más primordial.

A pesar de que las secciones de la S. I. A. organizan en España actos especiales para recolectar fondos con el fin de subsanar estas cosas, y a pesar de que el pueblo leal, tanto en el frente como en la retaguardia, responde en forma unánime a los llamados de solidaridad, ésta no es lo suficiente.

Y, ¿cómo habría de serlo ? Dos años de guerra, luchando desde el comienzo, en inferioridad de condiciones, estando obligados a adquirir todo o casi todo en el extranjero ! El dinero se acaba.

La buena voluntad, el deseo de ayudar se mantienen firmes. Pero, ¿qué podemos hacer sin dinero ? El pueblo en la retaguardia ayuda, da, se sangra incesantemente para cubrir todas las necesidades, para hacer frente al enemigo, para vencerlo. Se sacrifica hasta el infinito, sin quejarse, resignado ante el dolor, pero con la inquebrantable decisión de no ser vencido.

Mas, si las balas matan, el hambre también. Los fascistas que hacen la guerra con conocimiento de causa, saben perfectamente que la carencia de alimentos es un elemento tan eficaz para ganar una guerra, como los obuses y los tanques. Una guerra se gana lo mismo ametrallando que reduciendo al enemigo por hambre. Con este formidable apoyo cuentan ellos para terminar la contienda en España. Es probablemente por esto que separaron a Cataluña del Levante. Piensan rendirla por hambre. Y lo lograrán indudablemente, si los organismos de solidaridad social, no consiguen más ayuda, más acopio de productos alimenticios, un más grande y más continuado apoyo material.

Nosotros tenemos hombres, material bélico, y la voluntad irreducible de vencer. Mas, ¿cómo vencer ? Es posible que la lucha comenzada hace dos años, y que por momentos parece tocar a su fin, dure aun bastante tiempo. Es posible que nuestra agonia se prolongue durante meses y meses. Tal vez esta prolongación es preferible, pero sólo a condición de poder disponer de lo indispensable a nuestro sostenimiento y a nuestra tranquilidad.

Si los hombres en el frente necesitan armas para combatir, las mujeres que en la retaguardia hacen solas cargadas con la doble responsabilidad, de mantener los hijos que las continuarán en la vida, y de trabajar en las usinas, en la fabricación de los pertrechos de guerra, no pueden hacerlo con la eficacia necesaria. ¿Cómo tener la voluntad y el optimismo indispensables a la lucha, mientras nuestros hijos no sólo carecen de alimentos, sino que están continuamente expuestos a ser destr-

En el momento en que se anuncia la toma de Castellón, Chamberlain envía una leve queja a Franco.

Lo suficiente para dejarlo seguir hasta Valencia.

zados por las bombas que desde el aire arrojan los aviones ?

Nuestro enemigo es poderoso. Conoce la guerra y las causas psicológicas que pueden influir en pro o en contra de la causa que se persigue, y saben aprovecharlas.

Nosotros debemos hacer lo mismo, pero a nuestra manera. Debemos vencerlo por todos los medios : con las armas, y por el cansancio. Esto no será posible si no se aumenta y canaliza en la mejor forma posible la solidaridad que se nos presta.

Las mujeres republicanas deben ser más apoyadas. Lo necesitan. Están en su derecho al reclamarlo, y las mujeres y los hombres que se tienen por solidarios están en su deber al dárselo.

En un lapso de tiempo que deseamos sea corto, no deberá verse un niño más, mendigando por las calles. La organización inmediata de nuevas colonias, es absolutamente indispensable. Los niños de la España leal, deben estar en refugios adecuados, lejos de las zonas de guerra y lejos de las ciudades que están expuestas a los ataques aéreos.

En una palabra, es necesario que estas colonias sean organizadas en el extranjero. Sólo así, las mujeres que en España trabajan, luchan y sufren por la libertad, por la conquista de un mundo mejor, podrán cumplir su cometido.

¡Más colonias para nuestros niños, más ayuda para nuestra España, es lo que solicitamos las mujeres hispanas de todos los antifascistas del mundo !

Mercedès CASTRO.

Exito alentador de nuestro mitin

Ha tenido lugar el mitin que habíamos anunciado. No podíamos pedir mayor éxito. La sala de la Mutualité estaba llena de bote en bote. Un público tan entusiasta como numeroso acudió al llamamiento de la S.I.A., y manifestó su indignación contra el Decreto sobre extranjeros, así como su voluntad de luchar para su abrogación.

Todos los oradores anunciados, menos León Jouhaux, que estaba ausente de París, denunciaron en términos enérgicos esta maniobra del gobierno contra la democracia ya que, como muy bien señalaron varios de ellos, no se trata solamente de un ataque a los extranjeros, sino a la libertad en sí, y este primer paso hecho contra los que nacieron en otros países, sería seguido por otros contra los nacidos en este mismo.

El ilustre abogado Moro-Giafferri, y Henry Torrès, pidieron que se hiciera un Estatuto para los extranjeros, a fin de preservarlos contra los ataques. Se puso de relieve la contradicción monstruosa que existía entre la conducta seguida para los delincuentes de derecho común y los fascistas, y la observada contra los obreros de ideas liberales y avanzadas perseguidos en su país por la reacción.

El conjunto de los oradores estuvo vibrante, tanto como la sala, y sobre todo afirmaron su voluntad de no permitir que se pueda atropellar así, tan indignamente, la libertad. Protestaron de que un gobierno salido del Frente Popular emplease métodos fascistas cuando fué constituido a raíz de elecciones hechas contra el fascismo. Y señalaron el peligro de que estos métodos nos lleven al fascismo.

Estas palabras son las que hacían falta. Pero, sobre todo, es la continuación de la campaña. S.I.A. continuará. Su primer acto ha sido un éxito. Es preciso ayudarla a vencer.



Une autre vue de la salle, avec Moro-Giafferri et Georges Pioch.

SAVEZ-VOUS QUE...

LES REFORMES SOCIALES N'ONT PAS
EMPECHE LES BENEFICES
CAPITALISTES DE S'ACCROITRE

Les capitalistes français n'ont cessé de prétendre que les réformes sociales, en premier lieu la semaine de quarante heures, annuleraient, ou, tout au moins restreindraient grandement leurs profits. Leurs assertions bénéficiaient d'un soutien appréciable par le milieu gouvernemental. Le président du Conseil lui-même, dans un de ses discours, parlant de la situation économique française, en venait à regretter la disparition du profit capitaliste dans notre pays.

Justement, quel genre de semblables affirmations peuvent-elles être soutenues ? Les exemples ci-dessous permettront d'en juger. Il s'agit des bénéfices nets (donc diminués des sommes consacrées aux réserves, amortissements...) annoncés, en millions de francs par d'importantes sociétés, pour les années 1936 et 1937. Citons, dans l'industrie houillère :

	1936	1937
Mines de Lens	20.835	22.158
Vicoigne, Neux, Drocourt	13.745	19.258
Mines d'Aniche	10.492	24.912
Mines de Courrières	7.380	24.554
Mines d'Orfèvre	6.890	11.641
Société Houillère de Liévin	1.326	6.153
Le Grand-Combe	1.290	4.401
Mines d'Albi	5.321	5.382

Les bénéfices des mines de Carnaux paraissent en régression. Dans d'autres entreprises minières (non houillères) :

	1936	1937
Phosphates de Gafsa	17.778	30.168
Djebel-Djerissa	5.065	24.467
Mokkadi-Media	9.882	18.730

Voici quelques bénéfices enregistrés dans l'industrie métallurgique :

	1936	1937
Ugine	15.551	20.932
Métallurgique de Normandie	5.598	7.762
Acieries de Paris et d'Orléans	877	3.094
Denain-Anzin	3.375	5.256
Métallurgie de l'Escaut	432	1.532
Freins Westinghouse	1.314	6.935
Construction Mécanique l'Asier	1.530	2.367
Ateliers et Chantiers de Provence	1.821	2.988
Ateliers et Chantiers de France	1.732	3.432
Française du Puy	5.234	7.030

En perte en 1936, l'ESTHOM a réalisé 753.000 francs de bénéfices nets en 1937. Aux actions des ETABLISSEMENTS DECAUVILLE furent servis 12,50 o/o en 1937, au lieu de 7,50 o/o en 1936.

M. R.-P. Duchemin président du conseil d'administration des ETABLISSEMENTS

KUHLMANN, parlait ces temps derniers, de l'Assemblée des actionnaires, d'une crise des industries chimiques, due à la loi des quarante heures. Cette crise n'apparaît guère à la lecture des bénéfices annoncés pour la branche industrielle considérée :

	1936	1937
Michellin et Cie	10.415	31.597
Etablissements Kuhlmann	28.794	34.215
Saint-Gobain	37.224	39.646
Péchiney	27.919	35.760
Général des Huiles de Pétrôle	13.163	16.844
Grande-Paroisse	10.932	11.213
Pechelbronn	2.897	6.227
Matières Colorantes et Produits Chimiques de Saint-Denis	9.650	10.301
Explosifs et Produits Chimiques	6.990	7.634
Nobel français	8.670	9.135
Rhône-Poulenc	11.254	8.512

Les bénéfices de la société RHONE-POULENC sont en forte augmentation. Passons aux sociétés productrices d'électricité et de gaz :

	1936	1937
Forces Motrices de la Truyère	21.318	20.217
Général d'Electricité	38.416	42.544
Eclairage, Chauffage et Forces Motrices	23.980	28.692
Forces Motrices de la Vienne	8.139	10.133
Parisienne de Distrib. d'Electricité	70.651	76.773
Distribution d'Electricité de l'Ouest	7.586	9.038
Gaz et Electricité de Marseille	1.392	3.459
Quest-Lumière	13.372	19.267
Lorraine d'Electricité	13.410	13.412
Energie Electrique du Nord	33.342	30.645

Les indications qui suivent sont relatives à différentes industries :

	1936	1937
L'Industrie textile	6.551	7.760
Coty (S. A.)	12.411	12.692
Ciments du Boulonnais	1.710	2.450
Etabl. Victor Vaisel	2.444	5.105
Caplain Saint-André	3.000	5.168
Librairie Quillet	1.576	1.733
Foncière-Transports	196	507

Les bénéfices des ETABLISSEMENTS PERNOT, importants en 1936, sont, en 1937, de même ordre : environ 57 millions.

Terminons par les profits de plusieurs banques :

	1936	1937
Union Parisienne	7.810	10.645
Banque Transatlantique	3.359	6.341
Union des Mines	3.352	5.292

Le dividende du COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE a été relevé de 40 à 50 fr.

Tous ces chiffres, considérés dans leur ensemble, montrent bien la manœuvre du patronat français qui tend, entre autres, à propager dans l'opinion publique l'idée d'une nécessaire suppression de la semaine de quarante heures. Celle-ci n'a, en tout cas, point empêché les bénéfices de s'accroître !

LES FAUX PALLIATIFS AUX CRISES

(Suite de la 3^e page)

L'Angleterre avait eu recours, auparavant, à la dépréciation de la livre. La manœuvre réussit. Elle permit de faire tomber, en cinq ans, le déficit de 406.763.491 livres sterling à 275.749.456. Les importations financières contribuèrent à relever la situation.

Mais ces offensives monétaires, dont les meilleurs résultats ont été enregistrés en Angleterre parmi les grands pays, ne peuvent donner de bénéfices durables qu'à la condition de n'être pas imitées par d'autres pays (4).

Revenant à notre exemple du coton égyptien et américain, supposons que l'Egypte, à son tour, et pour faire face à la dévaluation du dollar, diminue la valeur de sa livre de telle sorte que le coton qu'elle nous offre coûte 150 francs. Naturellement, les fabricants de tissus reviendront au coton égyptien, et abandonneront celui des Etats-Unis.

Cette course à la dévaluation s'est produite après la guerre. Celle de la livre sterling a entraîné la baisse de valeur de la monnaie d'autres nations européennes, notamment de la monnaie hollandaise, et cela pour une autre raison. Pour vendre à l'Angleterre sa viande de porc, la Hollande, en maintenant le cours de sa monnaie, devait toucher plus de livres sterling, celles-ci valant moins cher. Cela entraînait la baisse d'une des principales ressources de la Hollande, qui dut diminuer la valeur du florin.

Dans l'ensemble, la dévaluation d'une monnaie trouve toujours sa réplique, et l'équilibre international finit par se rétablir. Si bien qu'en fin de compte, la plupart des pays n'y gagnent rien, et les dévaluations du franc, qui après 1926 ont pu donner des résultats grâce à la marche ascendante de l'économie mondiale, n'ont pas pu enrayer le déficit des échanges internationaux depuis la crise.

Rien à attendre donc de la dévaluation. Non seulement elle constitue une ressource que les travailleurs ayant une conscience humaine doivent répudier, car les bénéfices obtenus sur les échanges internationaux proviennent de l'exploitation des autres peuples et des autres races, mais elle est, comme ressource, inopérante, car cette offensive est annulée par les contre-offensives des autres nations.

Ce qui reste, c'est la diminution du pouvoir d'achat. Il faut plus d'argent pour acheter une même quantité de produits. Les prix montent, et le plus souvent l'élévation des salaires ne correspond pas à l'augmentation des prix. Et c'est la masse du peuple qui finit par faire les frais de toutes ces manœuvres.

MAX STEPHEN.

(1) L'insiste sur le fait que la crise économique est provoquée par l'impossibilité d'écouler des produits obtenus par l'agriculture ou l'industrie. Contrairement à ce que disait Marx, les crises ne sont pas d'origine capitaliste et industrielle. Elles remontent à l'époque romaine. (V. Toutain, *L'Economie dans la monde antique*) dans les temps modernes, elles remontent à 1763, en Angleterre (Mentor Bouniat, *Les crises*). Leurs causes sont le plus souvent économiques, mais les faits politiques (guerres napoléoniennes par exemple) jouent aussi un rôle.

(2) Je ne compte pas le rouble dont la chute fut surtout due à la révolution.

(3) Les dépenses et les pertes de guerre du XIX^e siècle et du commencement du XX^e, jusqu'aux luttes balkaniques de 1913, s'élèvent à 165.071.000.000 de francs, c'est-à-dire 2 milliards 063.387.500.000 francs actuels. On conçoit la répercussion de tels faits sur les finances des nations. Ajoutons que les pertes humaines furent de 58.000.000 d'êtres.

(4) Ou si la puissance financière mondiale des pays qui la pratiquent est tellement supérieure aux autres, que la monnaie dispose d'un grand nombre de moyens pour s'imposer. C'est le cas de la livre sterling et du dollar.

Le Front révolutionnaire s'impose

(Suite de la 1^{re} page)

La gauche révolutionnaire, en se transformant en un nouveau parti, entend poursuivre la tradition, — non pas de la sociale démocratique, car sur ce point la S.F.I.O. est dans la tradition, — mais du socialisme révolutionnaire, basé sur la lutte de classe et l'internationalisme prolétarien.

Un point faible dans ce premier appel du nouveau parti. Si les raisons qui ont amené les militants à quitter le parti socialiste y sont largement développées, par contre ce qui devra constituer la partie constructive du programme y est peu commenté. Quel sera l'avenir de ce nouveau parti ? Nous ne tarderons pas à le savoir. Mais si ces militants veulent conquérir les ouvriers qui suivent le parti socialiste et le parti communiste, et surtout s'ils ne veulent pas aboutir ou ont abouti les partis marxistes, ils se devront de tenir compte des leçons du passé.

Les mêmes causes amènent les mêmes effets. Considérer que la sociale démocratique et le bolchevisme ont abouti à l'abdication ouvrière, à ce néo-nationalisme de mauvais aloi qui est leur, simplement à cause de la malhonnêteté des hommes qui les dirigeaient, est une profonde erreur.

La faillite de ces partis marxistes était inévitable. Leur conception centraliste, la négation de la capacité politique du prolétariat et du principe même de l'égalité économique devaient faire naître une classe supérieure, une « aristocratie » dont l'intérêt cesse d'être celui des masses. La conception politique de Marx n'est pas la doctrine du prolétariat, mais bien celle de l'aristocratie ouvrière, qui n'ose encore s'affirmer tant que classe, mais qui, en semant dans la classe ouvrière le concept d'infériorité vis-à-vis des élites, se prépare à escroquer aux travailleurs les bénéfices de leurs luttes.

En affirmant cette différence doctrinale qui nous sépare, il n'est pas dans notre pensée d'engager une controverse avec ce nouveau parti, au contraire, nous l'avons affirmé à différentes reprises les bonnes relations qui s'étaient établies entre Marceau Pivert, ses amis et nous lorsqu'ils étaient au sein de la S.F.I.O. se continueraient et même se resserreraient maintenant qu'ils n'y sont plus.

Notre plus ardent désir est que le Front Révolutionnaire qui avait été ébauché et que certaines situations de partis avaient rendu difficile se réalise.

Devant le recul opéré par la faillite du Front populaire dans les masses ouvrières, si nous ne voulons pas que le fascisme recrute parmi les ouvriers qu'il a désempoisonnés, il est indispensable que l'union se fasse de toutes les forces prolétariennes qui ne veulent pas capituler. Nous devons reprendre l'offensive, c'est le seul moyen de faire reculer le patronat. Pour cela, le Front révolutionnaire qui avait été ébauché, son mot d'ordre : *Révolution d'abord*, doit pénétrer dans les masses ouvrières et devenir le ralliement de toutes les forces saines du prolétariat.

RENE FREMONT.

P.-S. — Le Parti Socialiste, Ouvrier, Paysan, c'est-à-dire l'ex-Gauche Révolutionnaire, organise un meeting aux Sociétés Savantes vendredi 17 juin, à 20 h. 30. Ces principaux militants, dont Marceau Pivert, y exposeront les raisons qui les ont amenés à quitter la S.F.I.O. et à constituer un nouveau parti, et les buts qu'ils se proposent. Nous invitons nos amis, qui désirent être renseignés sur la question, à s'y rendre.

Le Congrès de Royan

(Suite de la 1^{re} page)

Ainsi se trouvait résolu le problème fondamental de la production et de la consommation.

L'article 3, sous cette formule simple et précise : « Entente nationale et internationale des Travailleurs », affirmait :

a) le caractère international du Socialisme et les liens de solidarité fraternelle qui devaient unir, sans distinction de race ni de nationalité, les Travailleurs de tous les Pays ;

b) le refus catégorique que les Travailleurs de partout s'engageaient à opposer à toute guerre ;

c) la proclamation et la mise en pratique de cette devise bien connue : « L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. »

Tel était, à cette époque déjà lointaine, le programme du Socialisme.

Il n'est pas superflu de le rappeler ici, tant pour le faire connaître aux Jeunes qui, en raison même de leur âge, pourraient ne le point connaître et ne savoir du véritable socialisme d'hier que ce qui en est aujourd'hui la caricature ou la négation, que pour apporter à ceux qui osent encore se prétendre les dépositaires de la pure doctrine et les continuateurs du travail de propagande et d'action entreprise par leurs prédécesseurs, la preuve qu'ils se trompent ou qu'ils mentent.

Vers la fin du siècle dernier, divers étaient les groupements et organisations qui se réclamaient du socialisme. Il y avait les Blanquistes, les Broussistes, les Allemanistes, les Guesdistes, d'autres encore. Mais, divisées et se différenciant presque uniquement sur le terrain tactique, toutes ces variétés de socialistes acceptaient, à quelques menus détails près, les trois articles fondamentaux du Programme que je viens de rappeler.

En 1905 — 33 ans déjà ! Ah ! Que le temps passe vite ! — l'Unité s'est faite, et les socialistes, tous ces groupes constituaient le Parti socialiste : la S.F.I.O.

Par suite de quelles circonstances et dans quelles conditions le Parti socialiste unifié fut conduit à s'éloigner peu à peu du programme spécifiquement socialiste ; pourquoi et comment la S.F.I.O. en est arrivée à abandonner pratiquement l'action révolutionnaire et à consacrer le principal de son activité à la lutte électorale et le meilleur de son effort à la conquête du Pouvoir ; pourquoi et comment cette conquête du Pouvoir par ses propres forces se faisant trop attendre, elle est entrée, avec armes et bagages dans le Rassemblement Populaire ; comment et pourquoi, les élections de 1936 lui ayant été particulièrement favorables, elle a réclamé et obtenu le droit d'exercer le Pouvoir, faute de l'avoir conquis ; ce qu'il est advenu de cet exercice du Pouvoir, au nom et pour le compte d'une sorte de « monstre politique » difforme et impuissant.

Tout cela demande à être dit et expliqué sérieusement et clairement.

J'estime qu'il n'est pas mauvais que le lecteur s'en tienne aujourd'hui à ce qu'il vient de lire et qu'il prenne le temps de s'en bien pénétrer.

Faisons la pause. Nous pouvons bien nous l'accorder, nous aussi. Elle ne sera pas longue.

(A suivre) SEBASTIEN FAURE.

Schwartzbard, le justicier de Petlioura, est mort

Nous avons appris ces jours derniers la triste nouvelle de la mort de Schwartzbard, survenue en Afrique du Sud, à Capetown, le 3 mars 1938.

Pour nos jeunes camarades, il est nécessaire de rappeler brièvement l'existence pleine de périls, de lutttes, de Schwartzbard. De formation anarchiste, fortement influencé par l'enseignement de Kropotkine, il militait surtout dans les milieux juifs anarchistes.

Comme beaucoup de ses compatriotes, il avait cru, en 1914, dans la guerre du Droit, de la Civilisation, etc., mais payant de sa personne, il s'engagea et fit la guerre. Blessé et réformé, il rejoignit la Russie en novembre 1917 et participa à la guerre civile jusqu'en 1919. Il appartenait à des formations qui luttèrent dans la Russie du Sud contre les Blancs et fut commandant d'un corps de guerilleros, le bataillon Rachale. Sa bonté, sa générosité, son dévouement à la propagande étaient illimités. Nous nous souvenons de son humble petite boutique du boulevard de Ménilmontant, toujours pleine de prospectus venant de tous les points du monde cherchant un refuge, une aide, un conseil auprès du bon « Schoulim », ainsi qu'il aimait à s'entendre appeler.

C'est de cette petite boutique qu'un jour de juillet 1926 il partit pour accomplir le geste qui mit fin aux jours maudits de Petlioura, le bourreau de l'Ukraine. Petlioura, chef d'une bande de Russes blancs, était le principal fauteur des massacres antisémites accomplis en Ukraine pendant la guerre civile. Schwartzbard, le rencontrant inopinément sur le boulevard Saint-Michel, sortit son revolver et abattit le massacreur.

Son procès remua profondément l'opinion publique et eut un énorme retentissement à l'étranger. Devant la Cour d'Assises, Schwartzbard, magnifiquement défendu par Henry Torres, eut une attitude pleine d'énergie. L'exposé des exactions, des crimes commis par Petlioura et ses bandes fut assez convaincant pour que les jurés acquittassent Schwartzbard.

Par la suite, Schwartzbard se consacra plus particulièrement à la propagande contre l'antisémitisme. Il est mort en faisant une tournée de conférences dont les bénéfices devaient servir à l'édition d'une encyclopédie en langue juive.

Il était né à Born, en Bessarabie, le 18 août 1886. Il avait donc 52 ans. A sa compagne, si fortement éprouvée dans sa plus chère affection, nous adressons notre vive sympathie fraternelle.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Des jeunes lycéens vont visiter l'Empire colonial français

Par l'intermédiaire de Radio-Cité nous apprenons la création de bourses spéciales pour les lauréats du Concours Général. Les jeunes gens de 17 à 20 ans qui se seront surclassés dans les épreuves de cette année, bénéficieront d'un voyage dans une des colonies de l'Empire français.

Ce projet est dû au ministre intéressé, Georges Mandel dont tout le monde connaît les formes pleines de tact qu'il a déjà entreprises lors de son passage au Ministère des P. T. T. Il n'a plus à craindre aujourd'hui les critiques ou protestations de ses anciens adversaires, les salopards du Front populaire puisque lui-même appartient à un Ministère issu de la volonté du suffrage universel : ce même fameux Front populaire.

Et d'abord, quel est le bon Français qui peut trouver à redire à cette initiative de génie ? Il s'agit de faire connaître à des jeunes appelés à devenir de hauts fonctionnaires, l'œuvre colonisatrice de leurs aînés.

On montrera à ces administrateurs de demain, les difficultés rencontrées et aplanies par leurs prédécesseurs dans cette tâche qui fait l'admiration du monde étatisé, la colonisation de vastes territoires rattachés au prix de nombreuses peines et de longs efforts à la métropole.

C'est tout cela qui sera souligné par ceux qui feront visiter à ces jeunes intellectuels, chargés de maintenir l'esprit traditionnel de la France, l'Exil des colons, le courage et la patience des hauts dignitaires représentant la France, le dévouement des peuples coloniaux seront des exemples proposés à la méditation des jeunes voyageurs.

Parlons-en de cette œuvre admirable, de ces dévouements sans nombre et désintéressés ! Admirez jeunes bourgeois, si le cœur vous en dit, cette colonisation à coups de fusils et de mitrailleurs.

On a apporté la civilisation aux malheureux nègres et autres colonisés, au bout des armes à feu et sur les civières européennes. C'est par milliers que les malheureux berbères qui ne voulaient pas apprendre à vivre à la manière des civilisés de France, ont été sacrifiés à la vindicte coloniale des militaires de tous grades.

On a introduit dans ces territoires dévastés par la mort colonisatrice, les effluves de la civilisation européenne ; les indigènes ont appris à connaître les alcools et poisons, les armes à feu et les guerres du continent.

Ils furent obligés de se sacrifier, de mourir dans la guerre de 1914-1918 pour ceux qui venaient de les asservir.

Parler du dévouement des peuples coloniaux, lorsqu'ils se trouvent à chaque heure de la journée face à face avec ceux qui les exploitent est un grossier mensonge.

Lorsqu'on sait que les lois sociales dont bénéficient les colonisés du patronat ne sont pas applicables aux travailleurs indigènes, c'est se faire beaucoup d'illusions sur leur dévouement. Ce sont ces fameux colons exilés dont la fortune s'est formée de la sueur des autochtones qui semblent les premiers dévoués, lorsqu'ils se trouvent face à une révolte de ces malheureux qui veulent enfin changer leur sort misérable.

Les nègres, les arabes, les indochinois ne sont pas des êtres inférieurs ainsi que le laissent entendre les indigènes en est la meilleure preuve.

Ces jeunes lycéens qui auront été désignés ou choisis pour accomplir ce pèlerinage dans une des parties de l'immense empire colonial français, auront, si leur esprit critique est développé, toutes possibilités de trouver les raisons de la

haine des colons pour leurs maîtres.

Ces chefs ou maîtres de demain n'auront pas honnêtement le droit de trouver singulière la rébellion de tous les opprimés, mais c'est le propre de la classe à laquelle ils appartiennent : être malhonnête.

P. SERVANT.

POUR PREPARER LA REVOLUTION

La jeunesse, semble-t-il à beaucoup évolué, elle est devenue plus indépendante, accepte moins la tutelle familiale qui se révélait dans bien des cas injuste.

S'il est vrai que les jeunes cèdent de moins en moins à une espèce de résignation créative, les Jeunes révolutionnaires ont encore beaucoup à faire pour que tous, jeunes et vieux, hommes et femmes se sentent égaux.

Pour supprimer cette malheureuse constante de la société actuelle sur les énergies naissantes se traduisant par le service militaire, l'infériorité de salaires, les préjugés à détruire sont encore nombreux.

Si nous sommes prêts à la lutte quotidienne pour améliorer notre sort et celui de nos semblables, il existe beaucoup d'autres jeunes qui approuvent nos buts mais qui ne sont pas moins inactifs, ils n'élèvent que rarement de faibles protestations en laissant à d'autres le soin de lutter.

A tous ces jeunes qui manquent de conscience de classe, nous devons rappeler qu'ils sont les principaux exploités et que leur enthousiasme, leur force ne doivent pas être au service des maîtres qui les trompent.

Il n'est pas de devoirs à remplir vis-à-vis de l'ordre établi. Ceci ne les conduit qu'à l'acceptation d'une guerre impériale dont les intérêts leur sont tout à fait contraires.

Leur mort ne peut servir qu'à réduire les chances d'un avenir meilleur.

Leur place est avec nous. Notre tâche est de développer partout notre idéal libertaire. Pour cela nous devons être nombreux et surtout actifs, il ne nous suffit pas de seuls sympathisants mais des militants qui sauront prendre sur leurs heures de loisirs, le temps nécessaire à une tâche pratique de propagande.

Il est certes difficile de faire renoncer des jeunes à une partie de plaisir : ce n'est pas uniquement au camping, au bal ou au cinéma que l'on prépare les effluves d'une révolution, révolution proche, au cours de laquelle nombreux seront nos camarades qui maintiennent insouciant, se réveilleront pleins d'une ardeur non préparée.

Il leur aura fallu le crépitements des balles et la mort de leurs meilleurs camarades pour prendre place dans la lutte. Ils regretteront alors tardivement de ne pas s'être préparés plus tôt à aider leurs camarades militants.

La jeunesse ouvrière ne doit pas croire à un sort meilleur ou à un avenir assuré sans se préparer au combat révolutionnaire qui doit la libérer complètement.

J. GONOT.

G. A. DE LA J. A. C.

La commission administrative de la J. A. C. se réunira dimanche 19 juin, à 9 heures du matin, au « Lib ».

COMMISSION DE PROPAGANDE

La commission de propagande se réunira avec le comité de presse de la J. A. C. lundi 20 juin, à 20 h. 30 au « Libertaire ».

NOTRE LIBRAIRIE

Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Loriot 3 fr.

Histoire du mouvement syndical français, par Georges Lefranc 30 fr. Franco 32 fr. 50

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier 15 fr. Franco 17 fr.

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I 45 fr. Franco 48 fr. 75

La duperie du Statut du Travail, par Chambelland 0 fr. 50

Un mineur français en U.R.S.S., de K. Legay 4 fr. Franco 4 50

J'ai été ouvrier en U.R.S.S., de A. Smith 3 fr. Franco 3 50

Quelques écrits, d'Adhémar Schwitzguebel 5 fr. Franco 5 50

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUJOURD'HUI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 40 % POUR FRAIS D'ENVOI

Les Joyeusetés de l'Exil, de C. Malato 15 fr. Franco 16 fr.

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Deux preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elise Radus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immortalité du mariage, par René Chaughli

La vie de l'Union Anarchiste

COMMISSION ADMINISTRATIVE
REUNION LUNDI 4 JUILLET A 20 H. 30
AU SIEGE DU « LIBERTAIRE »

FEDERATION PARISIENNE REUNION
DE LA COMMISSION DE PROPAGANDE
LUNDI 20 JUIN, A 21 HEURES AU « LI-
BERTAIRE ». TOUS LES SECRETAIRES
DE SECTEUR DOIVENT ETRE PRE-
SENTS.

Les camarades désireux de militer à l'Union
Anarchiste et à la J. A. G. pourront envoyer
leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de
Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes
locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les
localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e, XI^e et
XII^e, XIII^e, XIV^e, XVI^e et Boulogne-Billancourt,
XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aubervilliers, Bagneux, Bagnollet, Bo-
igny, Champigny, Clichy, Colombes, Courbevoie, La
Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Cour-
neuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, l'Hay-
les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Mon-
treuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noi-
syle-Grand, Orly, Villeneuve-le-Roi, Palaiseau,
Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge,
Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge,
Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis,
Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Gar-
cassonne, Chambéry, Couron, Dijon, Grenoble,
Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne,
Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Gaudens,
Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-
local de la Thiérache.

Toulouse, Alzer, Lyon Montplaisir, Lyon-Vaise,
Grapponne, Maugué, Orléans, Roissy-en-Brie,
Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sid-
bel-Abbès, Nîmes.

Thonon, Les Bains, Valenciennes, Marseille,
Saint-Henri-Marseille, Antibes, Froncles, Cham-
paign, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPE J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e,
XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aubervilliers, Bagneux, Bagnollet, Bo-
igny, Champigny, La Courneuve, Genne-
villiers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy,
Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-
Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville,
Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vin-
cent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI

Les groupes de Choisy-le-Roi, Orly, Thiais,
Villeneuve-le-Roi, ayant monté un stand à Li-
vry-Gargan avec un fleur de verre sympathi-
sant, remercient les camarades qui ont acheté
des fleurs.

Le coin des chômeurs

Des camarades me demandent ce que je
pense arriver à faire avec les chômeurs.

Tout d'abord, je tiens à vous dire tout de
suite que je ne suis pas seul, mais que nous
sommes un groupe assez important de cama-
rades chômeurs qui n'ont pas l'intention de
nous laisser brider, ni de laisser tomber nos
camarades victimes, comme nous, du régime de
gabelle que nous subissons.

Je tiens à faire savoir que si les colonnes du
« Lib. » nous sont ouvertes pour cette rubri-
que « des chômeurs », il n'y a pas que des anar-
chistes dans notre Comité d'Action, il y a sur-
tout des chômeurs et rien que des chômeurs.

Ce que nous voulons : c'est avant tout révé-
ler chez nos camarades chômeurs — jeunes et
vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens
aux petits pieds et aux dents longues essayent
d'annihiler, c'est aussi par une action que nous
aurons la patience de mener méthodiquement,
obliger nos camarades ouvriers qui ont encore
le bonheur d'être exploités — on l'ironie du
sort — de mener la lutte parallèlement à la
notre afin d'apporter des solutions plus concrètes
que toutes les promesses d'avenir dont on
nous abuse, mais qui ne nous nourrissent pas.

Ce que nous voulons, c'est empêcher la masse
des sacrifiés de tomber dans le piège de la
réaction dont les politiciens de toutes sortes
sont les rabatteurs par des moyens et des attitu-
des différentes, mais dont le but et les consé-
quences sont les mêmes : « retarder le boule-
versement social qui devra supprimer toutes les
causes de misère dont nous souffrons et qui
font le bonheur de ceux qui nous font souffrir ».

Les camarades qui comprennent l'importance
sociale que nous voulons donner à notre mou-
vement auront à cœur de nous aider en nous
envoyant le produit de collectes volontaires qui
nous permettront de confectionner des tracts
que nous répandrons à profusion dans l'intérêt
de tous, jeunes et vieux, travailleurs et chô-
meurs.

FRANÇOIS ROSE.

Les fonds doivent être adressés ou versés à
François Rose au Libertaire, 9 rue de Bondy,
Paris, Xe, Mercl.

F. R.

Les faits qui parlent

Dernièrement, dans le 13^e arrondissement, à
Paris, un chômeur, dont la femme est à l'hôpi-
tal, est expulsé.

La population outrée rentre le mobilier du
malheureux et le réinstalle dans son logement.

Mais le lendemain, la garde mobile barre les
deux extrémités de la rue et l'expulsion a lieu
par la force au service du capital.

On a parlé de l'intervention du député com-
muniste du quartier, mais elle fut totalement
inopérante, ce qui prouve que nous ne pou-
vons compter que sur notre action propre et
énergique.

Cela démontre aussi que nous n'avons rien à
attendre d'un gouvernement quel qu'il soit,
qu'ils sont et ne peuvent qu'être de conserva-
tion sociale, quand ils ne sont pas de réaction
sociale.

Le Meilleur nous rappelait, avec juste raison,
la semaine dernière, le drame d'une famille de
chômeurs et le vote d'une somme de huit mil-
lions pour recevoir les souverains anglais.

En effet, si l'esprit de réaction n'était pas en-
dormi chez les affidés du chômage ainsi que
chez les demi-affidés du travail, nos dirigeants
politiques qui sont aussi les dirigeants — appa-

les cigognes aux couleurs de l'U. A.
Sur le bénéfice réalisé, une somme de 50 fr.
est versée au « Lib. ».

Nous remercions tout spécialement les cama-
rades Forestier, Chaussée et leurs compagnes
pour le bon travail réussi. — Les groupes.

STAINS

Fanatisme imbécile

Les partisans de la main tendue aux curés
perdent totalement le sens de la raison.

Non contents de déchirer ou de recouvrir les
affiches de l'U. A. ou de S. I. A. ils poussent
leur fanatisme religieux jusqu'à saboter une œu-
vre syndicale.

La caisse d'assurances sociales « Le Travail »
créée par la C. G. T. est une œuvre d'intérêt
social pour les travailleurs-assujettis à la loi
des A. S.

Cette année étant de celles où il est permis de
changer de caisse à tous les assurés qui le dési-
rent, la section locale de la caisse « Le Travail »
avait apposé des affiches invitant les intéres-
sés à une assemblée devant se tenir au gymnase
municipal.

Quelle ne fut pas notre surprise de constater
que certaines de nos affiches avaient été déchir-
ées et d'autres recouvertes par des affiches des
jeunesses communistes.

Nous craignons sincèrement que le fanatisme
bolcheviste conduise ces jeunes gens à la folie.
Triste avenir !

François Rose.

SURVILLIERS

Environ cinquante personnes ont répondu à
l'appel du groupe de Survilliers, en assistant à
la réunion du 9 juin, salle Péchard.

Malgré l'absence de notre camarade Patorni,
revenu à Paris au dernier moment, une partie
du sujet : « La guerre à nos portes » fut dé-
veloppée par le camarade Joanny, du groupe de
Goussainville.

Le maire communiste de Survilliers est venu
apporter la contradiction.

De peur que les anarchistes deviennent sym-
patiques à ses suiveurs, il nous débâta son
chapelet de mensonges, car, comme nous nous
sont fait le jeu du fascisme de diviser la
classe ouvrière ; il tenta de nous opposer nos
camarades d'Espagne, les présentant comme des
hommes réalistes et concrets dans la mesure où
ils abandonnent leurs principes anarchistes, vou-
lant nous faire croire qu'il y avait de bons et
de mauvais anarchistes, et que, bien entendu,
les mauvais se trouvent en France.

Notre camarade Joanny mit les choses au
point en présentant la collaboration des anar-
chistes espagnols avec les autres secteurs anti-
fascistes comme étant temporaire, dans le but
de vaincre le fascisme, n'abandonnant pas pour
cela les finalités révolutionnaires de l'anar-
chisme.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réu-
nion pour les vieux, dans l'intention de leur
exposer la position du P. C. sur la question de
la retraite.

Notre vieux compagnon Thuriou, âgé de
82 ans, lui a apporté la contradiction devant
une salle profondément intéressée et sympathi-
que. Il a mis à nu la vaste mystification du
Front Populaire, et le honteux maquignonnage
qui mit fin aux occupations d'usines. Il dé-
montra l'abandon de tous les partis de gauche
et de la C. G. T. et montra comment la bour-
geoisie a récupéré les maigres avantages con-
cédés en 1936.

En résumé, bonne propagande pour les idées
anarchistes ; nous recommencerons. — Le
groupe.

Les classes propriétaires et les politiciens con-
naissent l'humilité du peuple français, qui se
trouve tout heureux de récolter quelques miettes
tombées de la table de ses maîtres, ne se ren-
dant pas compte que si cette table est bien gar-
nie, c'est grâce à son travail. Les politiciens
révolutionnaires parlaient jadis de supprimer les
riches ; ensuite, on parla simplement de les
faire payer. Thuriou a fait justement remar-
quer que les faire payer, c'était les conserver,
continuer à entretenir leurs richesses, et qu'il
aurait mieux valu les supprimer pour ne plus
avoir à les entretenir. Notre vieux compagnon
s'est écrié que les communistes, qui recon-
naissent la non-application du programme F. P.,
continuent à soutenir le gouvernement de leurs
votes. A Benoît qui disait que c'était par crainte
du fascisme, il a répondu que le fascisme cen-
drait ne pourrait pas être plus mauvais que le
fascisme centre-gauche actuel. Le député ergo-
tiste, sous des tristes, Thuriou a dit que le
plus malaisant des tristes, c'était le trist-trist
populaire, qui a élevé le prix du blé à 180 fr.
et le reste à l'avenant. Benoît prétendant qu'il
avait fallu enlever le blé pour faire vivre le
paysan, Thuriou a montré qu'il existe deux sor-
tes de paysans : d'un côté les propriétaires et
les fermiers qui empêchent l'augmentation ; de
l'autre, les ouvriers agricoles dont le niveau de
vie est resté aussi bas qu'avant, continuant
d'être mal nourris et de coucher sur la paille.

Les vieux travailleurs qui, il y a peu de temps
encore, accueillait avec un enthousiasme tou-
chant les belles promesses des démagogues com-
munistes, semblent devenus sceptiques. Leurs
espoirs furent grandement ébranlés. Ils s'aperçurent
maintenant que tout ceci n'était qu'un beau,
un trop beau rêve. Ils ont le sentiment que des
politiciens indignes se servent d'eux en exploi-
tant leur misère et leurs espoirs. Aussi, quand
notre politicien alla à 82.000 par an à mis aux voix
son ordre du jour, pas une seule main ne s'est
levée, alors que notre compagnon Thuriou
avait l'approbation sympathique de la salle
toute entière.

Les groupes du secteur de Villeneuve-Saint-
Georges sont invités à se faire représenter à
la réunion qui aura lieu samedi 25 juin, à 15
heures, au Tourbillon, 34, rue Francis-Martin.

ORDRE DU JOUR

Organisation d'une fête champêtre au profit
du Libertaire, à Valenciennes.

VOIX DE PROVINCE

« Germinal » repartit. Les encouragements que
nous recevons du diffusion des premiers nu-
méros nous prouvent que ce journal était néces-
saire. Il est utile de signaler l'intolérance dont
ont fait preuve nos « nacos » locaux. Alors que
les vendeurs de l'« Emancipation Nationale » et
du « Flambeau » diffusaient tranquillement leurs
journaux et accomplissaient leur œuvre néfaste
de propagande, nos camarades vendeurs de
« Germinal » étaient escortés par trois ou quatre
cricrius du « Travailleur », journal communiste
qui couvraient leurs voix. Nos amis n'ont pas
répondu aux provocations, et pourtant certains
affirmaient qu'ils nous écraseraient, mais il ne
faudrait pas que pareils faits se renouvellent,
car ils nous obligeraient à prendre des disposi-
tions. Il est à remarquer que le rayon avait
donné des instructions, car les cricrius occa-
sionnels du « Travailleur » n'étaient pas les
mêmes que les vendeurs habituels.

Un comble. Nous avons vu vendre le « Tra-
vailleur » aux chômeurs

PAS D'ARGENT
pour les chômeurs
ni pour les fonctionnaires
ET L'ON TROUVE
32 millions
pour la visite d'un
"étranger indésirable"

le libertaire syndicaliste

Du front populaire au fascisme

par Marcel GUENNEC

La banqueroute frauduleuse du Front Populaire se précise. Les espoirs immenses qu'avait fait naître, parmi un peuple malheureux, la démagogie effrontée des filous qui exploitent sa crédulité sans limite, sont en train de sombrer dans le fascisme. Nous sommes loin du programme tapageur et enflammé de 1936. Depuis longtemps nos tranches-montagnes ont mis une sourdine à leurs redondances. Il n'est plus question de faire payer les riches ; on n'ose plus parler de « pain, paix, liberté » ; toutes les belles promesses se sont évanouies devant l'inevitable réalité de ce régime capitaliste qu'on s'est attaché à défendre, en juin, contre la fureur prolétarienne, contre la Révolution. Le sentiment qu'il a été joué et berné une fois de plus commence à s'emparer du peuple. Et les politiciens, de plus en plus inquiets et craignant pour leur biteback, en viennent à se classer — à se rejeter les torts les uns sur les autres. C'est le sord malsain qui travaille les rangs du Parti communiste, c'est l'exclusion de la gauche révolutionnaire par le congrès S.F.I.O. de Royan, c'est la rupture, consommée en fait, sinon officielle, entre les radicaux et leurs alliés marxistes. La grande apothéose s'achève en farce tragique.

Le pain plus cher que jamais ;
La paix armée jusqu'aux dents ;
La liberté de se faire chasser des usines par les flics.

Les travailleurs de la Monnaie viennent d'en faire la dure expérience. Ils s'étaient mis en grève, non pas pour réclamer un avantage quelconque, mais uniquement pour défendre les conquêtes de 1936. On prétendait leur imposer un travail supplémentaire qui eût signifié, en fait, la disparition des 40 heures ; la direction entendait n'embaucher qu'un nombre insuffisant de nouveaux ouvriers et — fait auquel nous ne saurions accorder trop d'attention — ne faire appel qu'à des retraités.

On imagine la légitime réaction de nos camarades. Ils ont justement méconnu la « légalité » bourgeoise, contre laquelle proteste le droit révolutionnaire issu de la bataille de juin et — nous disons bien — *forts de leur droit*, ils ont occupé l'établissement.

Immédiatement, Daladier, l'homme que les socialistes et communistes ont investi des pleins pouvoirs, lui conférant ainsi le droit de parler en leur nom en toutes circonstances, Daladier a envoyé plusieurs camions de flics pour déloger les grévistes.

Il est certain que si les ouvriers de la Monnaie avaient eu l'assurance de bénéficier de l'appui moral de toute la classe ouvrière, ils ne se seraient pas laissés expulser aussi aisément.

Mais nous ne sommes plus en 1936. Nous avons assisté depuis à toutes les trahisons, à toutes les palinodies, à toutes les lâchetés, depuis la déclaration de Salengro au Sénat jusqu'à cette extraordinaire grève des usines d'aviation, cette grève qui fut une grève tout en ne l'étant pas et qui, depuis son commencement jusqu'à sa triste fin, se déroula dans l'atmosphère la plus trouble et la plus démoralisante.

D'aucuns disent que ces ouvriers sont organisés dans la C.G.T. et que, tout de même, une

L'affaire Garnier au Comité national des métaux

LE MOT DE CAMBRONNE (Frachonnerie)

En tant que membre du Comité national de la Fédération des Métaux, il m'a été donné — lors de sa dernière réunion, le 12 juin, à la Maison des Métallurgistes, rue d'Angoulême — d'entendre Frachon tenir, à propos de l'affaire Garnier, de Saint-Etienne, la promesse d'abominables propos que je n'hésite pas à dénoncer ici à l'opinion de tous mes camarades ouvriers.

Le vieux militant roubaisien des métaux, D'Hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeoise dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupeur de l'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds). Frachon, enfilant la voix, cria grossièrement qu'il disait « merde » à tous ces gens-là.

Nous ne pouvions, quant à nous, souhaiter plus belle préface au Congrès confédéral de Nantes pour dénoncer la mentalité de bas empire qui est celle de Frachon, digne défenseur de Staline le Sanglant, en France. Nous sommes sûrs, nous, les militants de la C.G.T. qui voulons empêcher à tout prix les tueurs de la Guépécou de s'introduire dans le mouvement ouvrier français, que des arguments d'une telle richesse intellectuelle dans la bouche d'un secrétaire confédéral feront plus pour convaincre les ouvriers honnêtes égarés dans les rangs stalinien que cent discours éloquentes des partisans de l'indépendance du syndicalisme.

Les électeurs stéphanois l'ont déjà compris en faisant perdre plusieurs milliers de voix (surtout par l'abstention) au candidat communiste dimanche dernier. Je ne cite ce fait que pour mémoire, car notre rôle à nous, syndicalistes convaincus, c'est de faire le bloc de tous les syndicats contre les prétendus « Fils du Peuple » dont le rêve est de transformer la C. G. T. en une véritable caserne pourvoyeuse de « matériel humain » pour la « prochaine dernière ». Ce langage que l'on commence à y tenir n'est-il pas déjà celui de l'adjudant Flick ?

ALBERT LEMIRE.

si puissante organisation... Aie ! c'est que voilà : elle a bien d'autres chats à fouetter, la C.G.T. Et elle n'aime pas beaucoup ces excités qui chambardent tout pour de misérables questions matérielles, au risque de déranger le bel ordonnance-ment des « plans » et autres rantanplans. Et nous la voyons fort bien, parodiant le poète, leur répondre :

« Je hais le mouvement... qui bouscule les plans ».

Renonçant à poursuivre l'action directe, les travailleurs de la Monnaie ont décidé de rentrer lundi, sans avoir obtenu satisfaction. Ils remettent leurs revendications aux bons soins d'une délégation qui ira trouver le ministre. Les déclarations de celui-ci ne laissent pourtant aucun doute sur son état d'esprit. Quant à celui des ouvriers, il y a tout lieu de croire qu'il n'est pas exagérément optimiste. L'expérience l'a prouvé : l'évacuation, c'est la défaite.

Plusieurs enseignements sont à tirer de cette grève :

1° En embauchant des retraités, la bourgeoisie montre qu'elle ne tient nullement à voir disparaître le chômage ; elle a intérêt à maintenir cette armée de réserve, qu'elle à allouer une misérable aumône à ces chômeurs si patients et résignés, et elle n'ignore pas l'effet démoralisant qu'inspire aux travailleurs en mal de revendication la menace du chômage ;

2° La C.G.T., assistée à l'offensive patronale sans réagir ; elle se soumet docilement à la légalité bourgeoise, elle sacrifie tout à la paix sociale ; elle minimise les faits qui la gênent, parlant de cette grève comme d'une simple protestation et reléguant le communiqué du syndicat au bas de la dernière colonne de la dernière page ;

3° Les conquêtes de juin disparaîtront si les ouvriers renoncent aux seules méthodes qui en ont assuré le triomphe : l'action directe et l'occupation des usines.

Le grand concile des Tartarins

Il est de bon ton, actuellement, de s'extasier des sacrifices que la classe ouvrière, devant le danger, soit consentir à la défense nationale.

Bien sûr, de temps à autre, le bureau confédéral prend des airs courroucés. Bien sûr Jouhaux ou Racamond se jachent parfois tout rouge, dans les meetings.

Lundi dernier, une conférence réunie, pour étudier les remèdes à apporter aux licenciements massifs des militants syndicalistes, les délégués des fédérations nationales ouvrières.

L'indignation régnait sur l'assemblée ; aussi les positions furent-elles nettes, les décisions énergiques.

Une délégation auprès des pouvoirs publics est prévue.

Ce n'est pas tout.

La conférence a décidé que les dérogations aux 40 heures ne seront pas acceptées dans les industries où sévront les licenciements.

Ah mais, ah mais ! On veut bien travailler pour la défense des coffres-forts de M. Schneider, donner aussi son consentement au sabotage des conquêtes de juin 36 ; mais qu'on nous laisse faire ce travail tranquillement.

A Valenciennes, le secrétaire confédéral n'y a pas été lui non plus, avec le dos de la cuiller.

Pour l'instant, nous réclamons une politique d'énergie et d'audace, et si nous ne pouvons pas l'obtenir, la classe ouvrière prendra elle-même les rênes du pouvoir.

Sur une scène de théâtre ces rodomontades feraient rire.

Elles sont, hélas ! tristement réelles. Nous n'avons pas le temps de nous amuser avec des polichinelles. La situation est trop grave.

RINGEAS.

Nous ne sommes pas des diviseurs

Des camarades ont déjà jeté le cri d'alarme au sujet des dangers de scission qui menacent le mouvement syndical. Il importe de déclarer ici que nous ne sommes pas des diviseurs et que nous ne sommes pour rien dans le déclenchement de la vague stalinienne faite de dégoût et peut-être de désespoir.

Notre action, notre non-conformisme inquiètent les pêcheurs en eau trouble.

Notre crime ? Nous parlons le vrai langage syndicaliste ! Certes, les autres ne nous aurons pas manqué, nous n'avions qu'à nous taire... mais les libertaires ne savent pas vivre en ergastule... alors, nous sommes qualifiés de diviseurs, de provocateurs... on nous traiterait bien de fascistes, mais nos détracteurs sentent qu'ils gâteraient, car il est un certain pays « socialiste » lequel si on l'examinait d'assez près...

L'union de tous les travailleurs, nous la voulons au sein du syndicalisme, mais pas au profit d'un parti politique quelconque.

Il n'est que trop vrai que notre C.G.T., sous l'œil bienveillant de nos mandataires supérieurs est la champ clos des disputes partisans des politiciens.

Les cellules communistes d'usines et leurs rivales, les amicales socialistes, ne sont pas un mythe... nous ne reconnaissons pas aux partis le droit de supplanter les organisations syndicales sur les lieux de travail... car il ne s'agit pas de droit en l'occurrence, mais d'arbitraire, d'invasion.

Opposons à ces menées l'action des groupements syndicaux d'usines noyaux des futurs conseils d'entreprises !

Nous ne sommes pas des diviseurs, quand nous mettons en garde la grande majorité des salariés-partis du syndicalisme contre l'envasement de la C.G.T. des « vues » et des mots d'ordre des partis politiques ; quand nous nous opposons à ce que les postes de commande syndicaux soient monopolisés par une poignée de militants politiciens très actifs.

La démocratie syndicale est devenue un leurre. N'importe quel moyen est employé par ceux-là qui veulent s'installer aux places de responsables.

Nous ne sommes pas des diviseurs quand

nous nous élevons contre l'Union sacrée.

Ce sont nos détracteurs mêmes qui divisent le prolétariat sur la manière révolutionnaire de combattre la guerre.

Nous nous sommes syndiqués pour défendre nos intérêts de classe exploitée.

Nous ne pouvons admettre que, dans un syndicat, des responsables viennent nous parler de l'intérêt national, de la défense d'une patrie que le mouvement syndical, internationaliste, n'a pas à reconnaître.

Ce n'est pas agir en diviseurs que de rester fidèles aux principes et à la doctrine syndicalistes eux-mêmes.

Nous avons le devoir de ne pas tolérer qu'on prépare cyniquement au mouvement syndical une capitulation pire que celle de 1914.

Les politiciens, les chefs peuvent trahir, cela fait partie de leur obligation professionnelle ; mais nous, militants syndicalistes, nous crions bien haut : « le prolétariat ne trahira pas ! » Nous ne sommes pas des diviseurs quand nous nous dressons contre la collaboration des classes puisque naguère nos calomniateurs et nous, pensions ensemble que le capitalisme devait être détruit.

On nous reproche aussi de ne pas soutenir le Gouvernement de Front Populaire : étrange ignorance des principes prolétariens ! Mais on a tout oublié chez les politiciens. Les lignes de conduite se rectifient n'est-ce pas ? ou plutôt se perdent après de nombreux et amples méandres dans les sables de la trahison ! Non pas de ça chez nous... libres des griffes des partis, nous entendons ne pas nous attabler à la soupe gouvernementale.

Les préoccupations du syndicalisme sont constantes et nous nous refusons à accepter que telle revendication qui reste la même sous des gouvernements de droite, du centre ou de gau-

LA C. G. T. aux SYNDICALISTES

che, soit envisagée d'une façon différente. Nous continuons à vivre en régime capitaliste et nous devons mener le combat sous l'angle de la lutte de classes. Nos accusateurs eux, trahissent, ils oublient volontairement leurs actes de foi de jadis.

Nous ne nous soumettons pas, nous voulons lutter, mais avec nos armes de prolétaires et non avec celles, émoussées ou gainées, véritables jouets d'opérateurs, des chefs de gouvernement, des chefs de gouvernement, des chefs de partis, des parlementaires et des chefs syndicaux.

Nous ne divisons pas... car nous ne sommes pas des constructeurs de chapelles politiques, nous aimons les lignes générales, tranches, nettes, solides qui se dessinent à l'horizon social, non plus comme un mirage, mais comme la silhouette, pas si lointaine, de la future République syndicaliste.

LACARCE.

CHEZ LES PEINTRES

Les Staliniens à l'action

La maison Leclair, rue Bleue, à Paris est la plus forte maison de peinture de Paris et certainement de France.

Les dirigeants de cette maison sont les héritiers de l'ancien patron philanthrope qui a laissé son entreprise à ses ouvriers par un acte testamentaire, qui n'est par là pas totalement respecté par ses bénéficiaires.

Avant les grèves de juin 1936 cette maison s'est toujours refusée à discuter avec le syndicat.

La majorité des sociétaires étant stalinien, cette attitude antisyndicale n'était pas pour nous surprendre.

En juin 1936, la maison Leclair, marcha à fond pour la grève, mais en faisant toujours des réunions spéciales pour l'entreprise.

Il était assez facile d'apercevoir le but à atteindre : la colonisation syndicale par les purs colporteurs de l'entreprise dans le but de neutraliser l'action syndicaliste.

Le représentant de l'entreprise dans le syndicat étant entré dans le bureau en tant que trésorier, la pression devait avoir plus de force sur le bureau syndical qui est presque entièrement

LA C. G. T. aux SYNDICALISTES

stalinien ; aussi notre surprise ne fut pas très grande en apprenant que le secrétaire général Campagnac en se rangeant du côté de la direction avait insulté les opposants, c'est-à-dire les syndicalistes, qui voulaient maintenir intégralement les avantages acquis en juin 1936.

C'est donc la maison Leclair qui ouvre la marche à suivre après la Fédération des Métaux pour la violation des contrats collectifs et de la semaine de 40 heures.

Les ouvriers de chez Leclair pourront travailler le samedi et sans augmentation du salaire normal et se reposeront le lundi ce qui reste aléatoire car le contrôle sera très difficile sinon impossible.

Est-ce que vous allez réagir, camarades peintres, en chômage ou non.

L'avenir de notre corporation est en jeu, pensez-y. — F. R.

CHEZ LES BOULANGERS DE SEINE-ET-OISE

Le mouvement des boulangers s'est terminé par un succès. Sur les dix centimes d'augmentation du prix du pain, cinq centimes devaient être attribués aux ouvriers. Les patrons voulaient garder intégralement l'augmentation pour eux, mais la force ouvrière les a fait céder. Cette victoire, les ouvriers l'ont comprise, est due à la force syndicale et à leur cohésion. Que tous rejoignent leur syndicat, seule arme de leur libération.

Un boulanger libertaire.

L'action syndicale contre la guerre

Nous publions ci-dessous le texte du manifeste adopté par la conférence organisée les 4 et 5 juin sur l'initiative du Centre syndical d'action contre la guerre et dont nous avons rendu compte la semaine dernière.

Ce manifeste sera édité en tract et diffusé dans tout le pays.

Sa teneur peut, certes, ne pas répondre entièrement au désir de tous nos amis. Nous leur demandons, cependant, de considérer qu'il est le reflet des différentes ten-

dances qui se sont unies pour réaliser sur le plan syndical le front de l'antiguerre, et tel qu'il est, nous sommes sûrs qu'il contribuera efficacement au travail de désintoxication devenu si nécessaire et si urgent.

Quoi qu'il en soit, nous continuons à penser que devant l'imminence du péril où sombrerait tout l'édifice social si péniblement acquis au cours de ces dernières années et le fascisme de fait qu'engendrerait l'état de guerre, il n'est pas de sacrifice as-

sez grand que nous devions consentir pour éviter l'un et l'autre. Aussi, c'est sans plus attendre que tous les anarchistes et les syndicalistes conscients du danger doivent se lancer résolument dans la bataille aux côtés des initiateurs de l'œuvre entreprise et former partout, à l'entreprise et sur le plan local, des comités d'action et de diffusion qui étroitement reliés au Centre seront les propulseurs vigilants et actifs de la lutte contre la guerre et ses agents plus ou moins camouflés dans nos rangs.

LE MANIFESTE

Le Centre syndical d'action contre la guerre est un mouvement d'opposition absolue à toutes les guerres.

Il est né de l'attitude d'un grand nombre de militants syndicaux se résignant à l'Union sacrée et acceptant, soutenant même la course aux armements.

Il est la réaction légitime et nécessaire contre cette trahison du pacifisme ouvrier et cette adhésion aux solutions nationalitaires.

Il rassemble tous les syndicalistes artisans passionnés de l'entente entre tous les peuples, désireux de forcer la C.G.T. à demeurer fidèle aux mots d'ordre traditionnels du syndicalisme français et à engager une action farouchement hostile à l'Union sacrée.

Les membres du Centre syndical d'action contre la guerre, profondément convaincus que la guerre ne résout rien, absolument certains qu'après avoir fait régner la servitude la plus dégradante, la guerre accumule les ruines, les destructions jusqu'à la mort de la civilisation, prennent l'engagement de lutter sans trêve ni merci sur le plan syndical en exerçant une action directe et constante contre leurs deux adversaires naturels, l'Etat et le patronat, et en préconisant toujours des solutions pacifiques à toutes les causes de conflit, quelles qu'elles soient.

Pour nous, la guerre n'est pas fatale. Elle ne peut avoir lieu sans un minimum de consentement des peuples.

Il est toujours possible de faire la paix, et à tous les problèmes internationaux on peut trouver une solution raisonnable.

Il suffit pour cela que la classe ouvrière exige la vérité et impose aux gouvernements une politique de compréhension, de négociations, d'entente et de désarmement matériel et moral.

Pour obtenir une telle politique, il est indispensable que la classe ouvrière exige à son tour de la C.G.T. le respect des principes initiaux du syndicalisme.

Ayant ainsi rejeté tout recours à la force et à la violence et dressé devant la guerre le barrage d'un refus formel, le Centre syndical d'action contre la guerre estime qu'il faut travailler sans relâche à construire la paix elle-même.

A l'intérieur du pays, il doit poursuivre avec clarté et ténacité la lutte contre toutes les formes de dictature, mais il ne saurait admettre que l'action antifasciste serve de prétexte à des conflits internationaux.

Le réveil des peuples asservis ne se fera jamais par l'intervention de « missionnaires armés », et de tels conflits auraient comme première conséquence la généralisation de la dictature par l'avènement du despotisme militaire. Sans le mensonge, la guerre ne serait pas. C'est par lui qu'on la rend possible. C'est

par lui qu'on prépare la « mobilisation des consciences », à la fois prélude et complément de la mobilisation des hommes.

Un des devoirs essentiels du syndicalisme est donc de mettre en garde les classes ouvrière et paysanne contre les campagnes d'excitation et de fausses nouvelles, qui créent la psychose de guerre et arrachent en un moment de folie collective l'indispensable consentement à la turberie.

Le véhicule principal du mensonge, c'est la presse, d'où nécessité d'un redressement vigoureux de la presse confédérale et même syndicale.

La France porte une grave responsabilité dans l'interne course aux armements. Ses gouvernements ont systématiquement fait échec à toutes les propositions de désarmement présentées depuis la signature du Traité de Versailles. Il faut reprendre ces propositions.

La course aux armements, une effroyable expérience le prouve, c'est la course à l'abîme. C'est la ruine de l'Etat et du pays. C'est l'écroulement des ouvriers et des paysans sous des charges fiscales toujours plus lourdes. C'est l'échec de toute tentative de progrès social et le

CERCLE SYNDICALISTE DES PEINTRES

Permanence ouverte tous les mercredis, de 17 h. 30 à 19 h. 30, 8, rue Legouvé, Paris (20^e). — Duchêne.

CERCLE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSE (20^e)

Permanences, tous les lundis et vendredis de 17 h. 30 à 18 h. 30 chez Bayle, place Saint-Pargou tous les lundis de 17 h. 30 à 18 h. 30, chez Roult, 135, boulevard Davout.

AUX MILITANTS SYNDICALISTES DE LA TERRASSE

Le Cercle Syndicaliste des terrassiers organise une réunion d'information le samedi 17 juin, à 9 h. 30, très précises, salle Bonvin, 7, rue La-charrière (11^e), sur le réajustement syndical dans le bâtiment et l'actualité ouvrière. Nous demandons aux camarades qui auront lu cet appel de faire la propagande nécessaire dans leur entourage pour la bonne réussite de cette réunion. Les militants des autres corporations du bâtiment sont cordialement invités.

P. Dichamp.